

RÉPUBLIQUE DU MALI

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL,
DE LA SOLIDARITÉ ET DES PERSONNES AGÉES

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT DE MISSION

06 juin 2011 - 1^{er} juillet 2011

ÉVALUATION DU PROJET D'APPUI
A L'OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE
ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE, PHASE III

RAPPORT PROVISOIRE

Baba TOP
Salif DIALLO

Sommaire

Sigles et abréviations	4
Résumé analytique	6
A. Le projet d'appui à l'ODHD/LCP et sa mise en œuvre	6
B. Conclusions et recommandations	12
Introduction	15
I. Contexte du projet	16
1.1. Le contexte général du pays.....	16
1.2 Le contexte de mise en place du projet.....	17
2. Conception du projet	17
2.1 Présentation du projet	18
2.2 Un projet pertinent par rapport aux objectifs et mécanismes de suivi du CSCRP	19
2.3 Un projet en cohérence avec le PNUAD et le programme de coopération du PNUD	19
2.4 Des objectifs du projet pertinents mais un cadre logique à améliorer	21
3. Résultats obtenus et impacts du projet	22
3.1 Un degré élevé de réalisation des objectifs du projet.....	22
3.2 Une appréciation très positive des performances du projet	30
3.2 Des rapports et études de qualité produits par l'ODHD/LCP	30
3.3 Une appréciation positive des capacités de l'équipe de l'ODHD/LCP et du projet	31
3.4 La reconnaissance de l'ODHD/LCP en tant que structure pérenne	32
4. Exécution du projet	32
4.1 Des modalités et mécanismes de pilotage du projet à dynamiser.....	32
4.2 Une gestion globale de qualité des opérations du projet	37
4.3 Des activités réalisées (études, formations, ateliers) jugées de qualité	37
4.4 Des apports de qualité du Gouvernement et du PNUD mais une assistance du DAES-NU à relancer	38
4.5 L'exécution budgétaire : un budget en progression	39
5. Conclusions et recommandations	41
5.1 Principales conclusions et leçons apprises de la mise en œuvre du projet	41
5.2 Recommandations pour le projet : Mieux se faire connaître par les PTF	44
5.3 Recommandations pour le Gouvernement : Revitaliser les structures de pilotage de l'ODHD/LCP	44
5.4 Recommandations pour le DESA-NU : Réactiver son appui	44
5.5 Recommandations pour le PNUD : Poursuivre son assistance à l'ODHD/LCP	44
ANNEXES	46
Annexe 1 : Cadre logique des activités	46

Annexe 2 : Exécution budgétaire en FCFA	49
Annexe 3 : Répartition budgétaire en FCFA.....	50
Annexe 4 : Ateliers organisés par l'ODHD/LCP au titre des années 2008, 2009, 2010 et 2011	51
Annexe 5 : Liste des publications ODHD/LCP	53
Annexe 6 : Consultants recrutés.....	54
Annexe 7 : Participation de l'équipe à d'autres activités extérieures	56
Annexe 8 : Liste des personnes et institutions rencontrées	63
Annexe 9 : Personnel de l'ODHD/LCP	64
Annexe 10: Documents consultés	65
Annexe 11 : Termes de référence.....	66

Sigles et abréviations

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
BAD	Banque Africaine de Développement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
C.A	Conseil d'Administration
CAMASC	Centre d'Appui aux Mutuelles, Associations et Sociétés Coopératives
CCF	Centre Culturel Français
CERCAP	Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer
CESC	Conseil Economique, Social et Culturel
CFA	Communauté Financière Africaine
CICB	Centre International de Conférences de Bamako
COFEM	Collectif des Femmes du Mali
CPAP	Plan d'Actions du Cadre de Coopération du Programme
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREN	Coordination et Renforcement de l'Exécution Nationale
CRESMIC	Cadre de Référence et Support Méthodologique Minimum Commun
CSCR	Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CT-CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAES -NU	Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies
DGB	Direction Générale du Budget
DHD	Développement Humain Durable
DNCN	Direction Nationale de la Conservation de la Nature
DNDS	Direction Nationale du Développement Social
DNP	Direction Nationale de la Population
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNPSES	Direction Nationale de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
DNSI	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
DOEF/ANPE	Département de l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation à l'Agence Nationale Pour l'Emploi
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EDS	Enquête Démographique et de Santé
ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages
EMEP	Enquête Malienne d'Evaluation de la Pauvreté
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages
EPST	Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique
FENU	Fonds d'Equipeement des Nations Unies
FSEG	Faculté des Sciences Economique et de Gestion
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
HACT	Approche Harmonisée des procédures de remises d'espèces aux partenaires
I.E.R.G.G	Institut d'Etudes et de Recherches en Géronto Gération
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPC	Indice de Pauvreté Communale
IPE	Initiative Pauvreté Environnement
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
PDI	Programme de Développement Institutionnel
MCNTI	Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information
MDSSPA	Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées
MEIC	Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce
MICS	Enquête par grappes à Indicateurs Multiples
MICS/ELIM	Enquête par grappes à Indicateurs Multiples et de Dépenses auprès des Ménages
MMEIA	Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine
MOST	Programme Intergouvernemental sur la Gestion des Transformations Sociales
NEX	Exécution Nationale
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG	Organisation Non Gouvernementale
OXFAM	Oxford Committee for Relief Famine
PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales
PADEC	Programme d'Appui au Développement Communautaire (suite du PRP)
PAPESPRIM	Programme d'Appui à la Promotion de l'Emploi dans le Secteur Privé au Mali
PNAE	Plan National d'Action Environnemental
PNMLS	Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA
PNSA	Programme Nationale de Sécurité Alimentaire
PNUAD	Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRECAGED	Programme de Renforcement des Capacités nationales pour une Gestion stratégique de Développement
PRODEC	Programme Décennal de l'Education
PRODESS	Programme Décennal pour le Développement Socio-Sanitaire
PTF	Partenaire Technique et Financier
RASAMT	Rapport d'Analyse Situationnelle Annuel du Marché du Travail
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNDH	Rapport National sur le Développement Humain
SECO-ONG	Secrétariat de la Coordination des ONG
SISo	Système d'Information Sociale
SMART	Specific, Measurable, Attainable, Relevant (spécificité, mesurable, accessible, réalité et temps)
SNLP	Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
TDR	Termes de Référence
TRBF	Table Ronde des Bailleurs de Fonds
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Résumé analytique

A. Le projet d'appui à l'ODHD/LCP et sa mise en œuvre

En application de son Plan d'Actions du Cadre de Coopération (CPAP), le PNUD apporte son appui, à travers le projet 00049125/DC.ODHD/LCP, à l'Observatoire du Développement Humain Durable et de Lutte contre la Pauvreté (ODHD/LCP). Ce projet qui a démarré en juillet 2008 et se termine le 31 décembre 2011, fait suite aux recommandations de l'évaluation finale de la phase 2 (2003-2007). Les principales conclusions de cette évaluation ont été que les facteurs qui avaient motivé la création de l'Observatoire étaient toujours d'actualité et qu'une nouvelle dynamique a été retrouvée avec l'équipe du projet, lui faisant jouer un rôle central dans le dispositif de préparation et de suivi-évaluation du CSCRP, des OMD et du DHD.

En perspective de la fin du projet au 31 décembre 2011, le Gouvernement du Mali et le PNUD ont souhaité procéder à une évaluation dont les résultats serviront d'indications pour une éventuelle formulation d'un futur programme d'appui.

La mission d'évaluation du projet d'une durée de vingt jours ouvrables s'est déroulée du 6 juin au 1^{er} juillet 2011. Elle était composée de deux consultants : Baba TOP, consultant international et Salif DIALLO, consultant national.

Sous la supervision du Gouvernement et du PNUD, l'objectif principal de la mission était d'évaluer la performance du projet au regard des objectifs, des résultats et produits qui lui sont assignés, d'en tirer les leçons dans sa mise en œuvre et de formuler des recommandations. Quatre aspects spécifiques, entre autres, ont été analysés : « Conception du projet », « Exécution du projet », « Résultats obtenus et impacts du projet » et « Renforcement des capacités et partenariat avec d'autres structures ». Sur cette base, le rapport présente les grandes lignes pour la formulation éventuelle d'un nouveau document de projet d'appui à l'ODHD/LCP.

La méthodologie adoptée par les consultants a consisté d'une part, en une analyse documentaire et d'autre part, en une série d'interviews avec les structures nationales partenaires et les PTF. Un questionnaire a été rempli par les experts et le personnel de l'ODHD/LCP.

Outre le contexte du pays au moment de l'élaboration du projet, le canevas de rédaction du rapport reprend toutes les questions mentionnées dans les TDR de la consultation autour de cinq chapitres : conception du projet ; résultats obtenus et impacts du projet ; aspects liés à l'exécution du projet ; partenariat et renforcement des capacités ; conclusions et recommandations.

A.1 Contexte du projet

Le contexte général du pays

En dépit d'une conjoncture économique difficile caractérisée par la crise alimentaire et énergétique mondiale, le Mali a enregistré une croissance économique de 5,2% en 2008, identique à la croissance moyenne annuelle de la période 2003-2007. Cependant cette croissance bien que positive et soutenue est inférieure à l'objectif de 6,7% fixé par le CSCRP 2007-2011. Il reste surtout insuffisant pour réduire significativement l'incidence de la pauvreté, estimée à 58% en 2006 pour un objectif de 47% pour la même année.

Pendant la période de mise en œuvre du projet, la croissance économique moyenne a été de 5,2% (5,2% en 2008, 4,5% en 2009, 5,8% en 2010 et une prévision de 5,3% pour 2011). Le taux de croissance démographique annuel annoncé de 3,6% selon les résultats provisoires du dernier RGPH (2009) contre 2,2% auparavant (RGPH 98) ne manquera d'entraîner à la baisse nombre d'indicateurs de suivi de la pauvreté et des OMD.

Le contexte de mise en place du projet

L'année 2008, année de démarrage du projet d'appui à l'ODHD/LCP, phase 3 correspondait à la deuxième année de mise en œuvre du Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (CSCR 2007-2011), mais elle a surtout coïncidé avec (i) le démarrage du PNUAD 2008-2012 et celui du CPAP 2008-2012 et (ii) la tenue de la 6^{ème} Table Ronde des Bailleurs de Fonds du Mali pour couvrir les besoins de financement du CSCR-OMD.

A.2 Pertinence du projet par rapport aux objectifs et aux mécanismes de suivi du CSCR

Le rapprochement entre les objectifs du CSCR 2007-2011 et ceux du projet, fait ressortir que l'effet CSCR 2007-2011 auquel concourt le projet est le renforcement du système statistique national, la création et la promotion d'emplois durables, le développement de l'accès aux services sociaux de base et le suivi-évaluation du CSCR et des OMD. Il s'insère bien dans le mécanisme de suivi du CSCR 2007-2011. L'ODHD/LCP, avec l'INSTAT, la DNP et la DNP, constituent les partenaires stratégiques de la CT/CSLP.

A.3 Pertinence du projet par rapport au PNUAD et au programme de coopération du PNUD

Le projet contribue principalement au résultat PNUAD 2.2 « *Les capacités nationales de mise en œuvre sont renforcées pour améliorer l'efficacité des programmes nationaux ayant un fort impact sur l'atteinte des OMD* » et accessoirement au résultat PNUAD 2.1 « *Les capacités des acteurs publics, privés, et de la société civile en formulation de politiques, stratégies et programmes de développement sont renforcées* »

Le projet d'appui à l'ODHD/LCP, à travers ses objectifs/produits, résultats et activités s'inscrit bien dans l'effet PNUAD2 dont on note parmi ses produits CPAP, *la planification stratégique et la modélisation basées sur les OMD, le schéma directeur de la statistique mis en œuvre et le suivi des politiques de réduction de la pauvreté ainsi que l'accompagnement de la mise en œuvre des grands programmes nationaux ayant un fort impact sur l'atteinte des OMD.*

A.4 Pertinence des objectifs et du cadre logique du projet

Le descriptif des activités du projet est cohérent et bien compréhensible. Mais le cadre logique des activités et le budget global de l'ODHD/LCP par produit et par activité sont différemment présentés. Il s'y ajoute qu'à partir du plan de travail de 2009, les objectifs/produits ont été reclassés. La mise en place de l'équipe qui était considérée comme une activité dans le document du projet devient un objectif/produit, tandis que le produit « *assurer un suivi de l'impact des projet et programme de développement* » devient une activité. Aussi, avant de dresser un bilan des activités du projet, il a été nécessaire de procéder à une harmonisation de la présentation des programmes de travail sous la même forme que celle du plan de travail de l'année 2010. Cela s'explique par le changement de canevas à partir de 2009, suite à l'adoption de nouveaux outils PTA et RA que le projet CREN a recommandé.

A.5 Résultats obtenus et impacts du projet

1) Produit 1 : L'appui au suivi-évaluation du CSCR et des OMD est amélioré

Le projet dont le programme annuel de travail constitue celui de l'ODHD/LCP, a pleinement participé à la réalisation de certains objectifs stratégiques du CSCR 2007-2011. L'ODHD/LCP joue un rôle central dans le dispositif de préparation et de suivi-évaluation du CSCR et des OMD, et est devenu une référence dans le domaine de la recherche sur le Développement Humain Durable et de la lutte contre la Pauvreté tant au Mali que dans la sous région.

L'ODHD/LCP a produit ou contribué à la production de plusieurs documents utiles et opérationnels, qu'il s'agisse des RDNH, du deuxième rapport sur les OMD, des études sur les problématiques de la pauvreté et du développement humain durable, qui ont alimenté les revues du CSCR et sa révision,

en cours. Certains de ces produits comme le profil de pauvreté des communes à travers l'Indice de Pauvreté Communale (IPC) sont largement utilisés et beaucoup d'autres produits servent de documents de référence dans la mise en œuvre de projets et programmes de lutte contre la pauvreté, à l'exemple du PADEC et du PACR.

Cependant, si les RNDH sont produits de façon tous les deux ans, il semble que le rapport de suivi de la mise en œuvre des OMD, n'est produit que tous les cinq ans. Entre 2000 et 2009, seuls deux rapports ont été élaborés, le dernier en date l'étant dans le cadre de l'actuel projet.

2) Produit 2 : La promotion et le suivi de l'approche DHD sont assurés

Le RNDH est produit régulièrement. Le processus d'élaboration des RNDH est respecté (mise en place d'un comité de pilotage composé des représentants des structures techniques, de la société civile, de l'université et des partenaires techniques et financiers ; propositions et choix du thème par les membres du comité de pilotage ; élargissement du comité de pilotage à d'autres structures directement concernées par le thème ; réalisation de l'étude RNDH ; mise en place d'un comité de lecture). Le processus de diffusion est aussi respecté (élaboration d'une stratégie de communication ; lancement officiel et distribution de copies aux participants lors de la cérémonie de lancement ; distribution après le lancement officiel des exemplaires aux institutions de la République, aux structures techniques et cabinets des départements ministériels, aux partenaires techniques et financiers et à la société civile ; tenue d'ateliers de dissémination à Bamako et dans les régions). Deux RNDH ont été produits par le projet «microfinance et réduction de la pauvreté au Mali, RNDH, édition 2008 », «crise alimentaire : enjeux et opportunités pour le développement du secteur agricole, RNDH, édition 2010.» Les synthèses des ateliers de dissémination des deux rapports ont été produites. Le thème du RNDH pour 2011 a été choisi et porte sur «protection sociale et développement humain»

Par contre, l'opérationnalisation du DHD évolue plus lentement. Si une formation sur l'opérationnalisation de la démarche DHD a été réalisée et le recensement des initiatives communautaires en matière de DHD effectué, l'élaboration d'un guide d'opérationnalisation du DHD pour le Mali, les tests d'opérationnalisation du DHD et la création d'un réseau DHD opérationnel n'ont pas encore été exécutés.

3) Produit 3 : Des études et recherches sur la pauvreté et la problématique du DHD sont effectuées

De nombreuses études sont à porter au crédit de l'ODHD/LCP dont *les mines et le développement socioéconomique : enjeux et perspectives ; les Inégalités de genre et pauvreté ; la trajectoire du Mali en matière de DHD après 50 ans d'indépendance ; l'analyse budgétaire des communes (capacités de mobilisation des ressources en vue du financement des initiatives locales) ; les tendances et déterminants de la pauvreté au Mali (2001-2006) en collaboration avec l'INSTAT (ex-DNSI) et la CT CSLP ; l'analyse de la mise en œuvre des projets et programmes inscrits au Budget Spécial d'Investissement ; le profil de pauvreté des communes 2008; les transferts de revenus entre ménages et la réduction de la pauvreté au Mali, et la contribution du coton à la croissance économique.*

Les RNDH et les études sont de bonne qualité mais gagneraient à être plus analytiques. Il est remarquable que sur le 17 consultants et les deux bureaux d'études utilisés pour la réalisation de ces produits, ne figure aucun consultant international. Si la stratégie de mise en œuvre du projet reste l'utilisation, en priorité, des capacités nationales, il est conseillé pour certaines thématiques très pointues de recourir à des consultants internationaux. Ceux-ci contribueraient non seulement à améliorer la qualité technique des études mais participeraient aussi au renforcement des capacités de l'équipe de l'ODHD/LCP. Par ailleurs, leur intervention pourrait être mise à profit pour animer des ateliers de formation pour les autres structures partenaires.

4) Produit 4 : Les capacités du personnel et des structures partenaires et les relations de partenariat sont renforcées

Les cadres de l'ODHD/LCP considèrent tous que leurs capacités ont été renforcées depuis leur arrivée à l'ODHD/LCP. Ils ont été formés en informatique bureautique, statistique et en Gestion Axée sur les Résultats (GAR). Ils ont également suivi un atelier en renforcement des capacités en évaluation des impacts des actions de développement. Ils ont enfin participé à une formation sur l'opérationnalisation de la démarche DHD.

Un plan de formation du personnel a été élaboré sur la base d'un recensement des besoins de formation du personnel sur la période 2011-2015

L'ODHD/LCP a organisé, en avril 2009 et en novembre 2010, respectivement *un atelier régional sur la mesure du DHD* et *un symposium international sur le partage des expériences en matière de DHD et de suivi des OMD en Afrique* auquel ont pris part 300 participants, parmi lesquels de nombreux représentants des services techniques centraux et décentralisés, de la société civile et du secteur privé, à côté des délégations de dix sept pays d'Afrique et d'une vingtaine d'institutions internationales et de partenaires au développement.

L'Observatoire entretient un partenariat à la fois institutionnel et technique avec la CT/CSLP, la DNPD et le PADEC. Ces structures sont non seulement membres du Comité Scientifique de l'ODHD/LCP mais également de tous les comités de pilotage mis en place à l'occasion de la préparation des RNDH et des études et recherches sur la pauvreté et le développement humain durable. Toutes ces structures trouvent ce partenariat dynamique et fécond et se considèrent comptables de la qualité des rapports de l'ODHD/LCP.

En plus de ce partenariat privilégié autour du suivi – évaluation ainsi que de la révision du CSCRP, l'ODHD/LCP a signé un accord de partenariat avec le Secrétariat de Coordination des ONG (SECO-ONG) qui est aussi membre de son Comité Scientifique. Mais, le plan d'action qui a été établi à la suite de cet accord n'a pas connu un début d'exécution. Un accord de partenariat avec l'IRD a été signé en 2010. Ainsi malgré ces deux accords, le partenariat avec la société civile de même qu'avec l'université reste encore faible.

A.6 Appréciation par les structures partenaires de la performance du projet et contraintes

Les structures nationales et les PTF jugent les différents thèmes aussi bien des RNDH que des études thématiques pertinents en raison de leur importance et de leur actualité. Ils considèrent les rapports de bonne qualité dans le fond et bien présentés dans la forme.

Pour tous les acteurs rencontrés, les rapports constituent de véritables sources d'informations et d'outils de diagnostic. Les études thématiques sur *les transferts de revenus et la pauvreté, la contribution du coton à la croissance économique, le RNDH sur la micro-finance et la réduction de la pauvreté, celui sur la crise alimentaire et le deuxième rapport de mise en œuvre des OMD au Mali* ont alimenté les revues 2008 et 2009 de la mise en œuvre du CSCRP.

Par contre, des insuffisances sont signalées dans la diffusion des RNDH et des études et recherches de l'ODHD/LCP dont les plus importantes sont la nature des ateliers de dissémination qui rassemblent des cibles trop hétérogènes et l'impossibilité de prendre en compte les recommandations formulées au niveau des ateliers régionaux de dissémination, ceux-ci se déroulant après la validation des rapports.

A.7 Appréciation des capacités de l'équipe de l'ODHD/LCP et du projet du PNUD

La compétence des experts est reconnue par les structures partenaires et notamment de production de nombreux documents pertinents et utiles, d'organisation et d'animation des ateliers et séminaires, qui traduisent bien leur degré de compétence et de savoir-faire. L'ODHD/LCP est crédité d'une direction dynamique et d'un personnel très motivé et engagé. Les apports des experts du projet et cadres de l'Observatoire sont dans l'ensemble conformes avec ce qui était exigé dans leurs termes de référence.

Le dynamisme et la pro-activité du Directeur Général est souvent souligné dans les entretiens avec les structures partenaires et les PTF.

A.8 Appréciation de l'ODHD/LCP en tant que structure pérenne

L'utilité de l'ODHD/LCP sur l'échiquier national malien est rappelée par toutes les structures partenaires. Avec l'INSTAT, la DNP, et la DNP, l'ODHD/LCP constitue les partenaires stratégiques de la CT/CSLP dans la préparation et le suivi de la mise en œuvre du CSCR. Il renforce, complète et élargit les actions la CT/CSLP, de l'INSTAT, de la DNP et de la DNP.

L'ODHD/LCP est considéré comme une structure dynamique qui remplit bien ses missions en assurant la production régulière des RNDH, en initiant des études sur les différentes dimensions de la pauvreté, en coordonnant la préparation du rapport sur les OMD, en contribuant au suivi-évaluation de la mise en œuvre du CSCR et en appuyant le système d'information statistique. Il constitue ainsi un carrefour pour les études sur la pauvreté et le développement humain. En associant à ses études et rapports différentes structures, il contribue à créer des passerelles entre les ministères et participe au dialogue inter administration.

Au total, l'ODHD/LCP a une identité reconnue et bénéficie d'une écoute très attentive mais suscite, en contrepartie, une attente très forte de la part des structures partenaires.

A.9 Exécution du projet

1) Pertinence des modalités et efficacité des mécanismes de pilotage et de suivi des activités

Les organes de gestion de l'ODHD/LCP sont le Conseil d'Administration, la Direction Générale et le Comité Scientifique. Le Comité de Pilotage joue le rôle du Comité Scientifique du projet.

Le Conseil d'Administration se réunissait une fois par an contre deux prévus aux dispositions réglementaires. La tenue de trois réunions pendant la durée du projet n'a pas permis au Comité Scientifique d'assumer pleinement son rôle. Il s'est réuni en moyenne une fois par an alors le texte qui l'organise prévoit une réunion par trimestre. Par ailleurs, le Comité Scientifique n'a débattu aucun thème scientifique ou de recherche, les points inscrits à l'ordre du jour lors de ses sessions montrent qu'il a uniquement traité les mêmes questions que le Conseil d'Administration. C'est ainsi que pendant que le Comité Scientifique est sous utilisé, un comité de pilotage est créé pour chaque processus RNDH ou la conduite des études thématiques.

2) Qualité et efficacité de la gestion globale des opérations du projet

Les programmes de travail annuels de l'ODHD/LCP sont préparés à date et sont régulièrement présentés au Comité Scientifique pour validation et au Conseil d'Administration pour approbation. On constate une meilleure présentation des programmes de travail pour les années 2010 et 2011 que les années 2008 et 2009. Leurs activités sont mieux détaillées et sont plus conformes au cadre de résultats stratégiques du document du projet présenté par Objectif/produit, Résultats, Activités et Responsabilités.

Il apparaît un nombre d'interventions du projet assez considérable qui n'a pu être géré qu'avec une bonne organisation du travail. L'ODHD/LCP dispose d'un manuel de procédures qui a été révisé en 2010 et entériné par le Contrôle Général des Services Publics de la Primature. Les rapports annuels d'audit des comptes pour les années 2008, 2009 et 2010 attestent de la bonne gestion financière du projet.

3) Qualité et ponctualité des activités réalisées (études, formations, ateliers)

Comme constaté plus haut, la qualité des activités réalisées et des produits élaborés ainsi que l'apport de toutes les parties - coordonnateur, experts nationaux, consultants nationaux et bureaux d'études -

est dans l'ensemble bonne, en ce sens surtout qu'ils ont été jugés utiles et qu'ils ont alimenté la préparation et le suivi du CSCRP et des OMD. Ils ont aussi été utilisés par les projets intervenant dans la réduction de la pauvreté pour cibler leurs interventions. Si globalement, le projet s'est bien efforcé de respecter les échéances fixées, on a pu constater des décalages dans la réalisation de certaines activités dus en partie aux retards dans la mise à disposition des ressources financières par le Gouvernement et le PNUD.

4) Qualité et ponctualité des apports (Gouvernement, UNDESA, PNUD)

i. Les apports du Gouvernement

Le Gouvernement a donné suite à tous les arrangements administratifs qui lui incombait dans le cadre du projet : (i) nomination du Directeur Général, (ii) nomination des membres du Conseil d'Administration, (iii) désignation des membres du Comité Scientifique et ceux des Comités de Pilotage, (iv) finalisation de l'accord d'Etablissement entre le Gouvernement et l'ODHD/LCP, (v) recrutement sur le Budget de l'Etat du personnel complémentaire, (vi) mise à disposition de locaux aménagés et prise en charge des communications et (vii) inscription du financement de la contrepartie nationale au Budget Spécial d'Investissement (BSI).

Il convient de noter que la contribution financière de l'Etat au cours de cette phase a été supérieure à ses engagements inscrits dans le document de projet. En croissance régulière, elle a été de 197 millions FCFA en 2008, 252 millions en 2009, 273 millions en 2010, 732 millions ont été inscrits au titre de sa contribution prévisionnelle pour l'année 2011.

ii. Les apports du PNUD :

Le rôle du PNUD dans la mise en œuvre du projet est bien défini dans le document de projet qui constitue en lui-même le cadre d'assistance à l'ODHD/LCP.

Sur le plan technique, le PNUD apporte une expertise certaine à l'ODHD/LCP dans les domaines du DHD, du suivi évaluation du CSCRP et des OMD. Il lui offre son réseau international pour des échanges d'expériences avec d'autres pays et l'appuie dans l'organisation des ateliers sous régionaux et internationaux.

Il reste le principal bailleur de fonds de ce projet. Les ressources financières du PNUD allouées au projet ont été de 76 millions FCFA en 2008, 274 millions en 2009, 410 millions pour les trois premiers trimestres de 2010 et 389 millions prévisionnels pour 2011.

iii. Les apports du DAES-NU

Le DAES - NU a assuré la supervision technique du projet en 2008 et 2009. Mais depuis janvier 2010, elle n'a plus assisté le projet en raison des départs des conseillers régionaux chargés de son suivi. Cette défaillance n'a pas, semble-t-il, pas eu d'incidence négative sur les activités du projet.

5) L'exécution budgétaire

La mission a élaboré, sur la base des rapports d'activités annuels un bilan consolidé de la gestion financière de l'ODHD/LCP. Ce bilan montre que de juillet 2008 à fin décembre 2010, 1 636 775 587 FCFA ont été exécutés, soit si l'on considère un taux de change moyen d'un dollar pour 500 FCFA, 3 273 551 \$US. Si l'on ajoute les prévisions pour l'année 2011, en cours, le budget cumulé du projet en fin décembre 2011 s'élèverait à 2 810 423 587 FCFA soit 5 620 847 \$US. Ce montant est inférieur de 25% au budget prévisionnel du document du projet, mais il est supérieur de près de 17% aux engagements combinés du Gouvernement et du PNUD. Les efforts supplémentaires du Gouvernement et les apports de l'UNICEF ont, en effet, comblé en partie les ressources complémentaires à rechercher qui représentaient du 36% au moment de la signature du document du projet.

33% des ressources sont consacrées à la mise en place et au fonctionnement de l'équipe de l'Observatoire, 32 % à la promotion et au suivi de l'approche DHD au Mali, 23% aux études et

recherches sur la pauvreté et la problématique du DHD, 9% à l'appui au suivi-évaluation du CSCR et des OMD et 2% au partenariat et au renforcement des capacités du personnel de l'ODHD/LCP et des structures partenaires. Les parts relativement importantes consacrées à la promotion de l'approche DHD et notamment à la production des RNDH ainsi qu'aux études et recherches sur les différentes dimensions de la pauvreté et du développement humain durable sont conformes aux objectifs du projet. Par contre, les 2% de ressources qui lui sont consacrées montrent la faible performance du volet partenariat et renforcement des capacités du personnel de l'ODHD/LCP et des structures partenaires.

B. Conclusions et recommandations

B.1 Principales conclusions et leçons apprises de la mise en œuvre du projet

1) Conception du projet

Pour la formulation du futur projet, il conviendrait d'utiliser le cadre logique standard du PNUD intitulé « cadre des résultats et des ressources » qui présente un système cohérent d'ensemble de programmation et de budgétisation des activités et permet un cheminement logique entre les différentes articulations du projet, depuis les objectifs/produits jusqu'aux résultats, activités, indicateurs et responsabilités en liant les différents éléments entre eux.

2) Résultats du projets et impact

i) Sur les rapports OMD

La mission recommande que la périodicité de préparation du rapport puisse être ramenée à 3 ans (2009, 2012, 2015). Le rapport de 2012 tirerait ainsi parti des résultats du RGPH 2009, de l'Enquête Démographique et Santé (EDS) V, de l'enquête MICS/ELIM 2010, de l'enquête eau/assainissement Bamako 2011, de l'enquête orpaillage 2011, de l'EMOP en cours et de l'enquête nutritionnelle SMART. Le rapport de 2015 serait consacré au dernier bilan des OMD à l'horizon 2015.

ii) Sur les études thématiques

Parce que la sélection des études sur la pauvreté et la problématique du DHD est faite à partir des thèmes choisis par les comités de pilotage mis en place pour la préparation des RNDH, des études qui étaient initialement prévues dans le document du projet n'ont pas été réalisées comme ont été réalisées des études non inscrites au document du projet. Pour que l'ODHD/LCP puisse jouer un rôle de creuset pour toutes les études qui relèvent de la pauvreté et du développement humain, le choix des thèmes du RNDH devrait être dissocié de celui des autres études. Les thèmes d'importance non retenus pour le RNDH pourront toutefois alimenter le processus de choix des études thématiques.

Il est conseillé à l'ODHD/LCP l'élaboration d'un plan d'études et recherches à moyen terme. Glissant, ce plan pluriannuel serait largement discuté avec les structures partenaires et les PTF pour prendre en leurs préoccupations respectives. Il servirait d'outil d'information et de rationalisation des études menées ou demandées par diverses parties, sur la pauvreté.

iii) Sur la dissémination des rapports

L'ODHD/LCP a mis en place un système efficace de communication et de dissémination des résultats du RNDH, mais leur diffusion et appropriation ainsi que celles des études pourraient être améliorées par un meilleur ciblage des ateliers de dissémination. Le mécanisme de diffusion pourrait être renforcé par la transmission systématique des rapports d'analyse à travers un mailing list.

iv) Sur le partenariat et le renforcement des capacités des structures partenaires

L'ODHD/LCP devrait pouvoir préparer un plan de formation à moyen terme qui prendrait en compte, en plus de ceux des cadres de l'Observatoire, les besoins de renforcement des capacités des structures partenaires dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, les OMD et le DHD.

Un meilleur partenariat avec l'université viendrait renforcer les capacités évaluatives de l'ODHD/LCP et améliorer la qualité scientifique de ses produits.

3) Exécution du projet

i) Sur les rapports d'activités de l'ODHD/LCP

Il faudrait dissocier les indicateurs de résultats des sources de vérification qui sont actuellement confondus dans la même colonne. Par ailleurs dans la colonne « responsable », il serait indiqué de mentionner non pas l'unité, mais l'expert en charge de cette activité comme il conviendrait d'ajouter dans cette colonne, les structures partenaires avec lesquelles l'activité est menée.

Les programmes d'activités des experts

Pour pouvoir apprécier les écarts constatés entre les plans de travail et les activités relatifs à la même période, les experts devraient préparer des programmes de travail individuels trimestriels spécifiques clairement établis et bien structurés. Leurs rapports devront comprendre (i) un rappel de leurs activités prévues pour la période, (ii) les activités réalisées, (iii) les activités non réalisées, (iv) les leçons et recommandations et (v) les activités prévues pour la période suivante.

B. 2 Recommandations

1) Recommandations pour le Gouvernement

La mission recommande, en lieu et place des comités de pilotage mis chaque fois en place pour la préparation des RNDH et des études thématiques, d'utiliser le Comité Scientifique, comme comité de pilotage de toutes les études, quitte à l'élargir au besoin en fonction des thèmes abordés.

2) Recommandations pour le DESA-NU

En raison des prochaines échéances de l'Observatoire (préparation des RNDH 2012 et 2014 ainsi que des rapports de suivi des OMD 2012 et 2015), la mission recommande aux trois parties, Gouvernement, PNUD et DESA-NU et notamment à ce dernier de réactiver son appui au projet d'appui à l'ODHD/LCP qui s'est arrêté depuis décembre 2009.

3) Recommandations pour le PNUD

Compte tenu des résultats largement positifs obtenus par le projet, et surtout du crédit accumulé dans la production des RNDH, le suivi-évaluation du CSCRP et les études sur la pauvreté et le développement humain durable, de son rôle dans le dispositif de suivi-évaluation du CSCRP, la mission recommande au PNUD de continuer à appuyer l'ODHD/LCP afin de l'accompagner dans cette dernière période qui sépare le Mali de l'horizon 2015. Cet appui se justifie d'autant plus que malgré trois phases d'appui du PNUD (1997-2001 ; 2003-2007 et 2007-2011), l'ODHD/LCP n'a été véritablement mis en place que depuis trois ans, même si l'ordonnance le créant date de 2002.

Cette assistance du PNUD s'inscrirait dans la continuité des projets précédents d'appui à l'ODHD/LCP mais en mettant un accent particulier sur le renforcement des capacités des structures nationales dans leurs missions de suivi évaluation du CSCRP, des OMD et du DHD.

Le programme des activités du futur projet pourrait être articulé autour de deux grandes orientations :

La consolidation des acquis:

- La production régulière du profil de pauvreté des communes
- La production régulière des rapports de suivi des OMD (2012, 2015)
- La production régulière du RNDH
- Les recherches et études sur les différentes dimensions de la pauvreté et du développement

- Un meilleur appui au renforcement des capacités des structures nationales
- **Les nouvelles activités :**
 - Etude sur les grands défis du développement socioéconomique (Impact du changement climatique, Emploi/croissance, Démographie, Urbanisation, Chômage des jeunes, Développement rural).
 - Evaluation des politiques publiques en matière de développement humain notamment sous l'angle de la durabilité et de l'appropriation par les populations directement concernées (choix, orientations, pertinence, ciblage, efficacité et impacts)
 - Appui méthodologique aux observatoires sectoriels (Emploi, Gouvernance, Transport, Justice, Développement rural)
 - Elaboration d'un module sur les indicateurs et les classements du Mali au niveau international, en vue d'éclairer les décideurs sur les enjeux desdits indicateurs et leurs classements
 - Elaboration d'un plan d'études et de recherches pluriannuel

Introduction

En application des priorités définies dans le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD) et de son Plan d'Actions du Cadre de Coopération (CPAP), le PNUD apporte son assistance, à travers la phase 3 du projet 00049125/DC.ODHD/LCP, à l'Observatoire du Développement Humain Durable et de Lutte contre la Pauvreté (ODHD/LCP). Ce projet qui a démarré en juillet 2008 et se termine le 31 décembre 2011, fait suite aux recommandations de l'évaluation finale de la phase 2 (2003-2007). Les principales conclusions de cette évaluation ont été que les facteurs qui avaient motivé la création de l'Observatoire étaient toujours d'actualité et qu'une nouvelle dynamique a été retrouvée avec l'équipe du projet, faisant jouer à l'Observatoire un rôle central dans le dispositif de préparation et de suivi-évaluation du CSCR, des OMD et du DHD dont il assure la convergence des systèmes d'analyse.

Cette phase visait à renforcer les capacités de l'ODHD/LCP en vue de (i) appuyer le suivi évaluation du CSCR et des OMD dans le cadre du dispositif existant; (ii) assurer la promotion et le suivi de l'approche DHD au Mali ainsi que la publication régulière du RNDH et la création d'un réseau DHD opérationnel ; (iii) effectuer des études et des recherches sur les différentes dimensions de la pauvreté et des groupes vulnérables (iv) contribuer au renforcement des capacités du personnel et des structures partenaires et (v) entretenir un partenariat avec d'autres structures.

La période d'exécution du projet a correspondu à la mise en œuvre du CSCR 2007-2011, du PNUAD 2008-2012 et du CPAP 2008-2012. Son évaluation intervient au moment de la préparation du prochain UNDAF 2012-2016 ainsi que du futur CSCR 2012 – 2017, tous les deux couvrant l'horizon des OMD (2015).

En perspective de la fin du projet le 31 décembre 2011, le gouvernement et le PNUD ont souhaité procéder à une évaluation dont les résultats serviront d'indication pour la suite à lui donner

La mission d'évaluation du projet d'une durée de vingt jours ouvrables était composée de deux consultants : Baba Top, consultant international et de Salif Diallo, consultant national.

Sous la supervision du Gouvernement et du PNUD, l'objectif principal de la mission était d'évaluer la performance du projet au regard des objectifs, des résultats et produits qui lui sont assignés, d'en tirer les leçons dans sa mise en œuvre et de formuler des recommandations. Quatre aspects spécifiques, entre autres, ont été analysés : « Conception du projet », « Exécution du projet », « Résultats obtenus et impact du projet » et « Renforcement des capacités et partenariat avec d'autres structures ». Sur cette base, le rapport a présenté les grandes lignes pour la formulation éventuelle d'un nouveau document de projet d'appui à l'ODHD/LCP.

La mission a eu, au cours de son séjour à Bamako des rencontres et réunions avec les responsables nationaux du projet et toute l'équipe du projet ainsi qu'avec des membres du Bureau local du PNUD concernés. Elle tient ici à les remercier particulièrement de leur excellente coopération et collaboration. Elle a pu également avoir des entretiens approfondis et fructueux avec les principales structures nationales partenaires. La mission a pu aussi rencontrer des partenaires au développement.

La méthodologie adoptée par les consultants a consisté d'une part, en une analyse documentaire et d'autre part, en une série d'interviews avec les structures nationales partenaires et les PTF. Ces entretiens ont porté sur une série de questions croisées aux interlocuteurs sur la base des points soulevés dans les TDR de la consultation en vue de demander (i) aux structures nationales partenaires, leurs missions, leurs contraintes, les apports reçus du projet et les insuffisances constatées et (ii) aux PTF, leurs relations avec l'ODHD/LCP, leur appréciation de son rôle dans le dispositif de préparation et de suivi/évaluation du CSCR et des OMD, leur jugement sur la qualité des études produites par le projet, leur intérêt et leur usage. Un questionnaire est été rempli par les experts et le personnel de l'ODHD/LCP. Deux guides d'entretien ont été préparés à cet effet pour les structures nationales partenaires et les PTF et un questionnaire élaboré pour les experts et le personnel du projet.

Le canevas de rédaction du rapport reprend toutes les questions mentionnées dans les TDR de la consultation autour de cinq chapitres : conception du projet ; résultats obtenus et impacts du projet ; aspects liés à l'exécution du projet ; renforcement des capacités et partenariat ; conclusions et recommandations.

Les TDR de la mission ainsi qu'une liste des institutions et personnes rencontrées figurent en annexe du présent rapport

I. Contexte du projet

Un rappel de la situation générale du pays ainsi que du contexte d'élaboration et de mise en œuvre du projet permet de mieux comprendre la justification du projet, évaluer sa mise en œuvre et tirer les leçons apprises.

1.1. Le contexte général du pays

En dépit d'une conjoncture économique difficile caractérisée par la crise alimentaire et énergétique mondiale, le Mali a enregistré, en 2008, une croissance économique de 5,2%, identique à la croissance moyenne annuelle de la période 2003-2007. Cependant cette croissance bien que positive et soutenue est inférieure à l'objectif de 6,7% fixé par le CSLP. Il reste surtout insuffisant pour réduire significativement l'incidence de la pauvreté, estimée à 58% en 2006¹ pour un objectif de 47% pour la même année.

Les enseignements tirés du CSLP ont aidé à la formulation d'un CSLP de deuxième génération, le CSCR (2007-2011) dont l'objectif principal est d'atteindre une croissance de 7% distributive et réductrice de la pauvreté. Le CSCR s'est appuyé sur le plan décennal 2006-2015 pour la réalisation des OMD, dont il constitue la première phase d'exécution. Leur suivi est assuré par un même dispositif, les revues annuelles du CSCR servant de cadre d'évaluation des OMD

Pendant la période de mise en œuvre du projet, la croissance économique moyenne du pays a plafonné à 5,2% (5,2% en 2008, 4,5% en 2009, 5,8% en 2010 et une prévision de 5,3% pour 2011). Le taux de croissance démographique annuel annoncé de 3,6% par le dernier RGPH

¹ Deuxième rapport de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement au Mali, en route vers l'horizon 2015, version finale, octobre 2009

contre 2,2% auparavant, ne manquera pas d'entraîner à la baisse de nombreux indicateurs de suivi de la pauvreté et des OMD.

1.2 Le contexte de mise en place du projet

L'année 2008, année de démarrage du projet d'appui à l'ODHD/LCP correspondait à la deuxième année de mise en œuvre du CSCRP, mais elle a surtout coïncidé avec deux événements majeurs au niveau des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), à savoir :

(i) Le démarrage du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD) 2008-2012 ainsi que le Plan d'Actions du Cadre de Coopération du Programme (CPAP) 2008-2012. Toutes les agences du Système des Nations Unies présentes au Mali se sont engagées à appuyer la mise en œuvre du CSCRP 2007-2011, et harmoniser leurs interventions, conformément aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Ainsi une part croissante et significative de l'aide publique au développement pour le Mali devrait rapidement transiter par le budget de l'Etat et ses procédures nationales. Le CPAP 2008-2012 devrait mettre en application les nouvelles procédures communes de programmation provenant de l'initiative de simplification et d'harmonisation du Groupe des Nations Unies pour le Développement (Approche Harmonisée des procédures de remises d'espèces aux partenaires d'exécution, HACT).

(ii) La tenue de la 6^{ème} Table Ronde des Bailleurs de Fonds du Mali les 12 et 13 juin 2008 à Bamako pour couvrir les besoins de financement du CSCRP-OMD. Les PTF présents ont confirmé leur appui au Mali et réitéré leur engagement à placer leurs actions de coopération dans le cadre des orientations stratégiques et priorités définies par le Gouvernement.

2. Conception du projet

La troisième phase du projet vient appuyer l'établissement public national à caractère scientifique et technologique l'ODHD/LCP, créé par l'Ordonnance N° 02-047/P-RM du 29 mars 2002. Placé sous la tutelle du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées (MDSSPA), il a pour mission principale d'entreprendre des études et des recherches dans les domaines du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté. A ce titre, il est chargé de :

- approfondir la connaissance les dimensions de la pauvreté et des groupes vulnérables ;
- élaborer et mettre en œuvre les programmes d'études et de recherche dans le domaine du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté ;
- suivre et analyser les principaux indicateurs liés à la lutte contre la pauvreté et au développement humain durable;
- analyser et diffuser les informations et données relatives à la pauvreté ;
- analyser et rendre compte de l'état du développement humain durable au Mali ;
- mettre en place et gérer une base de données sur le développement humain durable ;
- produire le rapport national sur le développement humain durable (RNDH).

L'Ordonnance de création détermine les organes de gestion de l'ODHD/LCP qui sont le Conseil d'Administration, la Direction Générale et le Comité Scientifique. Le Décret N°2 – 287 / P – RM du 30 mai 2002 fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'ODHD/LCP.

2.1 Présentation du projet

Le document de projet a été signé en juillet 2008 par le gouvernement et le PNUD. Il prend fin en décembre 2011.

Le PNUD, à travers son appui à l'Observatoire devrait contribuer à l'évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté et de l'atteinte des OMD au Mali. La poursuite de l'appui du PNUD était conditionnée par la mise en œuvre du décret fixant les modalités de fonctionnement de l'ODHD/LCP qui n'avait pas encore été effectif. Le Conseil d'Administration et le Comité Scientifique de l'Observatoire devraient être mis en place et leurs membres désignés pour assurer son fonctionnement.

L'objectif du projet visait à renforcer les capacités de l'ODHD/LCP en vue de :

- appuyer le suivi évaluation du CSCRP et des OMD dans le cadre du dispositif existant ;
- assurer la promotion et le suivi de l'approche DHD au Mali ainsi que la publication régulière du RNDH et la création d'un réseau DHD opérationnel ;
- effectuer des études et des recherches sur les différentes dimensions de la pauvreté et des groupes vulnérables ;
- contribuer au renforcement des capacités du personnel et des structures partenaires et
- entretenir un partenariat avec d'autres structures.

La stratégie d'intervention du projet a consisté en une capitalisation de l'expérience acquise. L'Observatoire travaille en collaboration avec les structures partenaires et fait appel à d'autres compétences techniques au besoin. Il devrait développer, en particulier, des relations de partenariat avec les structures de production de données, les universités et les centres de recherche.

Les procédures NEX ont été choisies comme modalité d'exécution du projet. Le MDSSPA ayant sous sa tutelle l'ODHD/LCP, est l'agence d'exécution du projet. Le Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (DAES - NU) devrait appuyer le Gouvernement en qualité d'agence coopérante.

Le Comité Scientifique de l'Observatoire constitue le Comité d'orientation du projet. Il a pour mission de contribuer au choix des programmes pluriannuels d'études et de recherche, de formuler des recommandations et des avis techniques pour l'amélioration de la qualité des analyses et études techniques.

Le Directeur de l'Observatoire est le coordonnateur du projet. Il gère l'ensemble des moyens mis à sa disposition par le PNUD pour atteindre les objectifs fixés dans le document de projet, et rend compte de cette gestion, dans le cadre des procédures de l'Exécution Nationale.

Le DAES-NU assure son appui à l'Observatoire, à travers le PNUD. Il fournit à l'Observatoire une assistance technique notamment en matière de RNDH ainsi que d'opérationnalisation et de création d'un réseau DHD. Il assure, pour le gouvernement et le PNUD, la supervision technique de l'ensemble du projet.

Le projet est financé par le PNUD, le Gouvernement et d'autres partenaires. Le coût total du projet a été estimé, en 2008, à 7 536 667 US\$, reparti comme suit :

- Gouvernement : 2 817 075 US\$

- PNUD (TRAC) : 2 000 000 US\$
- Autres partenaires : 2 719 592 US\$

En plus de sa participation au financement du projet, le Gouvernement prend en charge le fonctionnement courant de l'Observatoire (salaires du personnel ne relevant pas du projet, bureaux, salle de réunion, moyens de communications, etc.)

Le financement à rechercher auprès d'autres partenaires représentait 36% du coût total du projet. Il paraît très élevé dans la mesure où ces partenaires ne sont pas identifiés dans le document du projet.

2.2 Un projet pertinent par rapport aux objectifs et mécanismes de suivi du CSCRP

Le CSCRP est le cadre unique de référence à moyen terme de la politique de développement du Mali et le principal référentiel pour l'ensemble des PTF dans leurs appuis au Mali pendant la période 2007-2011. Les principes directeurs qui ont guidé sa préparation ont été : i) la consolidation des acquis du CSLP ; ii) l'accélération de la croissance à travers les levées des contraintes majeures ; iii) la mise en œuvre des nouvelles sources de croissance et iv) la prise en compte des OMD.

L'objectif global du CSCRP est de réduire de façon significative la pauvreté (de 6 points entre 2007 et 2011) à travers l'impulsion d'une croissance économique forte et soutenue (7% par an). Les objectifs spécifiques visent à :

- accélérer la croissance économique à travers notamment le développement des filières qui présentent un avantage comparatif pour le Mali ;
- améliorer le bien être de la population.

Pour atteindre ces objectifs, le CSCRP propose trois orientations stratégiques :

- le développement des infrastructures et du secteur productif,
- la poursuite et la consolidation des réformes structurelles,
- le renforcement du secteur social.

Ces orientations stratégiques sont développées dans onze axes prioritaires qui recouvrent l'ensemble des activités de l'administration, du secteur privé productif et de la société civile.

Le dispositif des mécanismes institutionnels de suivi évaluation du CSCRP révisé par le Décret N°09- 171 / PM-RM du 23 avril 2009 comprend : un Comité d'Orientation, une Commission Mixte Mali-PTF, un Comité National de Pilotage (avec ses démembrés régions, cercles) et un Secrétariat Technique assuré par la Cellule Technique du CSCRP (ST/CSLP). L'ODHD/LCP s'insère bien dans ce dispositif, en appuyant, avec l'INSTAT, la DNPD et la DNP la CT/CSLP dans toutes ses activités. Il assure à ce niveau la convergence des systèmes d'analyse du CSLP, des OMD et de la réflexion sur le DHD. Le projet concourt ainsi à l'effet CSCRP « *Renforcement du système statistique national, de création et de promotion d'emplois durables, de développement de l'accès aux services sociaux de base et de suivi-évaluation du CSCRP et des OMD* »

2.3 Un projet en cohérence avec le PNUAD et le programme de coopération du PNUD

En se basant sur les analyses du CSCRP, le PNUAD (Programme Cadre des Nations Unies pour l'Aide au développement) a identifié ses objectifs d'intervention, en parfaite adéquation

avec ceux du gouvernement. Ces objectifs ont été définis au cours d'un processus participatif impliquant le Gouvernement, les agences des Nations Unies et les autres partenaires techniques et financiers du Mali. Cinq résultats ont été retenus dans le PNUAD pour la période 2008-2012 parmi lesquels figure « *le renforcement des capacités de l'Etat, des collectivités territoriales, des organisations de la société civile et du secteur privé en matière de planification, de formulation, de mise en œuvre et de suivi/évaluation des programmes de développement et d'intégration régionale et sous-régionale (résultat 2)* » auquel le projet fait référence.

Le projet contribue principalement au résultat de programme pays escompté 2.2 : « *Les capacités nationales de mise en œuvre sont renforcées pour améliorer l'efficacité des programmes nationaux ayant un fort impact sur l'atteinte des OMD* ». Il concourt accessoirement au résultat de programme pays escompté 2.1 : « *Les capacités des acteurs publics, privés, et de la société civile en formulation de politiques, stratégies et programmes de développement sont renforcées* »

Le produit attendu du résultat 2.2 est que « *les capacités et les systèmes de gestion des structures nationales (centrales, régionales, locales) sont renforcés pour une meilleure appropriation/mise en œuvre des programmes nationaux* ». Les produits CPAP escomptés en sont :

- (i) le renforcement des capacités et systèmes de gestion des structures nationales (centrales, régionales, locales) ;
- (ii) l'opérationnalisation de la nouvelle Cour des Comptes et le renforcement de ses capacités ;
- (iii) l'amélioration de l'appropriation des grands programmes nationaux et
- (iv) l'accompagnement de la mise en œuvre des grands programmes nationaux ayant un fort impact sur l'atteinte des OMD

Les produits escomptés du résultat 2.1 sont (i) *les Ministères, les services de l'Etat, les collectivités territoriales, les associations communautaires, les ONG, sont renforcés pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi/évaluation des projets et programmes de développement* et (ii) *le cadre institutionnel, les capacités de mobilisation et de gestion des ressources fiscales locales, et le dispositif de financement des initiatives de développement local sont renforcés au niveau des Collectivités Territoriales*. Ses produits CPAP attendus sont :

- (i) la planification stratégique et la modélisation basées sur les OMD ;
- (ii) l'amélioration de la coordination et du reportage de l'aide extérieure ;
- (iii) l'organisation de tables rondes, générales et sectorielles ;
- (iv) la mise en œuvre du schéma directeur de la statistique ;
- (v) le suivi des politiques de réduction de la pauvreté, en particulier du CSCRP, et de décentralisation ;
- (vi) l'émergence d'un système de gestion des ressources financières des collectivités locales ;
- (vii) le renforcement des capacités de l'Assemblée Nationale et de ses élus ;
- (viii) la mobilisation des capacités de la diaspora malienne à travers une initiative TOKTEN élargie ;
- (ix) Le Centre de Formation à Distance est opérationnel et utilisé pour les initiatives de renforcement de capacités

Le projet d'appui à l'ODHD/LCP, à travers ses objectifs/produits, résultats et activités s'inscrit bien dans l'effet PNUAD2 dont on note parmi ses produits CPAP, *la planification stratégique et la modélisation basées sur les OMD, le schéma directeur de la statistique mis en œuvre et le suivi des politiques de réduction de la pauvreté et l'accompagnement de la mise en œuvre des grands programmes nationaux ayant un fort impact sur l'atteinte des OMD*

Le rapprochement entre ses objectifs/produits, résultats et activités et les résultats et produits du PNUAP et du CPAP montre que le projet est pertinent par rapport à ces cadres.

2.4 Des objectifs du projet pertinents mais un cadre logique à améliorer

Le document du projet présente le cadre des résultats stratégiques sous trois formes : un descriptif des activités (pp. 9-19), un cadre logique des activités sous forme de tableau (pp. 20-22) et un cadre global de budgétisation par produit et par activité sous forme de tableau (pp. 25-30).

Si la description littéraire du cadre des résultats est en elle-même cohérente et bien compréhensible, la même logique n'est pas respectée pour les deux autres cadres ni dans leur présentation ni dans leur contenu. Les résultats attendus du projet sont présentés en cinq composantes ou objectifs opérationnels ou produits (pp. 9-19) :

- (i) Objectif opérationnel 1 : appuyer le suivi-évaluation du CSCR et des OMD dans le cadre du dispositif existant à cet effet et contribuer à l'analyse et au suivi des différentes dimensions de la pauvreté
- (ii) Objectif opérationnel 2 : assurer la promotion et le suivi de l'approche DHD
- (iii) Objectif opérationnel 3 : réaliser des études et recherches sur la pauvreté et la problématique du DHD.
- (iv) Objectif opérationnel 4 : assurer un suivi de l'impact des projets et programmes de développement
- (v) Objectif opérationnel 5 : renforcer les capacités du personnel et des structures partenaires, et nouer des relations de partenariat

Chaque objectif a été décomposé en résultats et chaque résultat en activités avec ses intrants et ses indicateurs de réalisation. Le rapprochement entre ce descriptif et le cadre logique des activités (pp. 20-22), montre que les activités se confondent avec les résultats dans ce dernier. Par contre, le tableau du budget global des activités de l'ODHD/LCP par produit et par activité (p25-30) permet de bien suivre les actions du projet. Au total, le document du projet semble avoir été formulé rapidement ou paraît être le résultat d'une juxtaposition de différentes parties élaborés par différentes personnes sans que l'on se soit assuré de leur cohérence.

On note qu'à partir du programme de travail de 2009, les objectifs ont été modifiés. Le résultat 2.1 initial : « *l'équipe complète de l'Observatoire, compétente et motivée et disposant des moyens nécessaires, est mise en place* » qui était un résultat de l'objectif opérationnel 2 « *assurer la promotion et le suivi de l'approche DHD* » est transformé en objectif. Par contre, l'objectif opérationnel 3 du document du projet « *assurer un suivi de l'impact des projets et programmes de développement* » est devenu une activité du résultat 1.1 initial « *le CRESMIC Mali est intégré dans le dispositif de suivi-évaluation du CSRP et des OMD* » de l'objectif 1 initial « *appuyer le suivi-évaluation du CSCR et des OMD dans le cadre du dispositif existant à cet effet et contribuer à l'analyse et au suivi des différentes dimensions de la pauvreté* ». Telle que libellée la deuxième composante de cet objet fait double emploi avec

l'objectif initial 3 « *réaliser des études et recherches sur la pauvreté et la problématique du DHD* ». En fait, les faiblesses du cadre des résultats du document du projet ont été corrigés et ses activités mieux précisées, au fur et à mesure de la préparation des plans de travail.

3. Résultats obtenus et impacts du projet

3.1 Un degré élevé de réalisation des objectifs du projet

Le bilan des activités du projet consistera à évaluer les réalisations de la phase 3 du projet ODHD/LCP et les progrès accomplis dans la poursuite de ses objectifs de développement. Il s'agira de déterminer le niveau de réalisation de chaque objectif depuis le démarrage du projet, en examinant l'adéquation entre les produits, les indicateurs de progrès et les résultats obtenus. Ce bilan sera réalisé à travers le rapprochement du cadre logique des activités du document du projet, les programmes de travail pour les années 2009, 2010 et 2011 ainsi que les rapports des activités pour les années 2008, 2009, 2010 et celui du premier trimestre de l'année 2011.

Avant de dresser un bilan des activités du projet, il a été nécessaire de procéder à une harmonisation de la présentation des programmes de travail sous la même forme que celle du plan de travail de l'année 2010. Celle-ci à la différence de ceux des années 2008 et 2009 introduit opportunément entre les produits et les activités les résultats. De même, les indicateurs de vérification ont été repris pour être mieux précisés.

3.1.1 Produit 1 : L'appui au suivi-évaluation du CSCR et des OMD est amélioré

3.1.1.1 Premier indicateur de résultat : Le CRESMIC est intégré dans le dispositif de suivi-évaluation du CSCR et des OMD

Activités réalisées. Parmi les activités prévues, après consolidation du cadre des résultats et des programmes de travail annuel, ont été réalisées : (i) l'intégration du CRESMIC Mali dans le dispositif de suivi-évaluation du CSCR et des OMD, (ii) le suivi de la mise en œuvre du document CRSMIC Mali et (iii) les études suivi-évaluation de l'impact des projets de réduction de la pauvreté

Degré de réussite de l'indicateur

Dans ses activités de suivi du Cadre de Référence et Support Méthodologique Minimum Commun (CRESMIC), l'ODHD/LCP intervient dans le « sous-système » de suivi de la pauvreté et des conditions de vie des ménages à travers les études qu'il initie sur les différentes dimensions de la pauvreté et la mise à jour de l'IPC.

Dans le cadre du « sous-système » de suivi de l'exécution des programmes et projets contenus dans les plans d'actions sectoriels du CSLP, il a mené en 2010, une analyse de la mise en œuvre des projets et programmes du BSI dont le rapport a été validé. Conformément au schéma du CRESMIC Mali, ce rapport a cherché à suivre l'exécution des projets et programmes en général et ceux du Budget Spécial d'Investissement (BSI) en particulier. Il passe en revue le processus de programmation et de budgétisation des investissements et analyse la répartition sectorielle des investissements mais il ne traite pas spécifiquement de l'état des lieux des projets et programmes. Un tel exercice ainsi que l'analyse des impacts des projets et programmes sur les conditions de vie des populations concernées restent à faire

Parmi les activités initialement prévues dans le document du projet et non exécutées, on note « les « études sur l'impact des programmes sectoriels de développement » et » la participation à la conception des instruments d'analyse de l'impact des projets », ces activités n'ayant pas été reprises dans les programmes de travail de 2009, 2010 et 2011.

3.1.1.2 Deuxième indicateur de résultat : L'appui à la mise en œuvre du CSCRП et des OMD est assuré

Les activités prévues au titre de ce résultat ont toutes été réalisées : (i) participation au suivi-évaluation et à la mise en œuvre du CSCRП et (ii) participation au suivi-évaluation des OMD.

Degré de réussite de l'indicateur.

Au titre de cet indicateur, l'ODHD/LCP, l'Observatoire a participé activement à (i) la préparation des revues annuelles du CSCRП ; (ii) les travaux d'élaboration du document de stratégie d'accélération de la croissance ; (iii) les travaux de validation du document de synthèse de la table ronde des bailleurs de fonds tenue en 2008.

Il a ainsi contribué à la production des rapports 2007, 2008 et 2009 de mise en œuvre du CSCRП pour les revues annuelles. Pour la dernière revue, il a largement participé aux travaux des groupes ad hoc « Croissance », « Financement » et « Pauvreté et OMD ». Il a notamment pris en charge la rédaction de la partie « pauvreté et inégalités ». Par ailleurs, il convient de noter que les études thématiques sur les transferts de revenus et pauvreté, la contribution du coton à la croissance économique, le RNDH sur la micro-finance et la réduction de la pauvreté, celui sur la crise alimentaire et le deuxième rapport de mise en œuvre des OMD au Mali ont alimenté les revues 2008 et 2009 de la mise en œuvre du CSCRП. L'Observatoire a également participé aux concertations régionales sur le CSCRП et les conclusions et recommandations de la Table Ronde des Bailleurs de fonds de 2008, dans quatre régions (Koulikoro, Ségou, Sikasso, Kayes).

L'Observatoire a piloté l'élaboration des travaux du 2^{ème} rapport de suivi des OMD au Mali, en collaboration avec la CT/CSLP et l'INSTAT. Il a organisé la cérémonie de lancement du rapport sous la présidence du Ministre du DSSPA, en présence du Ministre de l'Economie et des Finances, de plusieurs autres membres du gouvernement et du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Mali. Sur les 2000 copies imprimées, 250 ont été distribuées lors du lancement et 1030 envoyées aux structures partenaires.

Cependant, il faut relever que la périodicité de la publication du rapport de suivi des OMD est trop longue. Entre 2000 et 2009, seulement deux rapports ont été produits,

Troisième indicateur de résultat : Participation à la mise en œuvre du schéma directeur de la statistique et à la mise en place de la base de données « Malikunnaфoni »

Les principales activités prévues pour ce résultat ont été réalisées : (i) participation à la mise en œuvre du schéma directeur de la statistique ; (ii) participation à la mise à jour de la base de données socioéconomiques « Malikunnaфoni » ; (iii) valorisation et diffusion des statistiques produites

Degré de réussite de l'indicateur

L'ODHD/LCP est membre du Comité Préparatoire mis en place, depuis 2010 par l'INSTAT. A ce titre, il participe aux travaux de la revue annuelle du Schéma Directeur de la Statistique

dont les objectifs sont de (i) faire le bilan des activités réalisées au cours de l'année écoulée ; (ii) discuter des difficultés rencontrées et proposer les solutions et (iii) programmer les activités de l'ensemble des structures du Système Statistique National pour les trois prochaines années.

Il appuie également le Schéma Directeur de la Statistique à travers sa contribution à la mise à jour régulière de la base de données socioéconomiques du Mali dénommée Malikunnafo. L'ODHD/LCP, en tant que membre du comité de suivi et de l'équipe technique Malikunnafo, a participé à tous les travaux de ladite base (élaboration et validation du programme d'activités 2008, 2009, 2010 et 2011, vérification des données et de leurs sources, consolidation des bases sectorielles, validation). Il a contribué à la formation de 50 points focaux régionaux à la mise à jour de la base Malikunnafo et à l'élaboration de son annuaire statistique 2008. L'Observatoire, en collaboration avec l'INSTAT et la CT/CSLP ainsi qu'avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, a assuré, en raison d'une vingtaine de participants par région, la formation de 40 formateurs des régions de Koulikoro et Tombouctou, en vue de l'opérationnalisation de la base au niveau régional et local.

La formation à la version 6 de DevInfo, le logiciel de base de Malikunnafo, a été prise en charge totalement par l'ODHD/LCP au niveau de Bamako et a concerné 70 points focaux.

A côté de ces activités contenues dans le document du projet, une nouvelle activité qui participe au renforcement de la production de l'information statistique nécessaire au suivi évaluation du CSCR et des OMD a été intégrée au programme de travail de l'Observatoire à partir de 2008 : l'appui à la mise en place d'un Système d'Information Sociale (SISo), installé au MDSSPA.

3.1.2 Produit 2 : La promotion et le suivi de l'approche DHD sont assurés

3.1.2.1 Premier indicateur de résultat : La production régulière des RNDH est assurée

Premier indicateur de résultat : le RNDH est élaboré et diffusé périodiquement

Les activités réalisées

Les activités prévues sous cet indicateur ont été toutes réalisées pour la production des RNDH 2008 et 2010 : (i) choix du thème ; (ii) collecte, traitement et analyse des données ; (iii) rédaction du RNDH ; (iii) atelier de validation du RNDH ; (iv) lancement du RNDH et (v) ateliers régionaux de dissémination.

Degré de réussite de l'indicateur

Cet indicateur a été atteint. Le RNDH est produit régulièrement tous les deux ans. Le choix des thèmes des RNDH est fait par un Comité de Pilotage mis en place par le ministère de tutelle de l'Observatoire. Le thème est choisi parmi la liste des thèmes proposés par les membres du comité, sur la base d'un avis majoritaire. Pour chaque thème proposé, l'accent est mis sur la problématique, la justification et les données disponibles.

Le processus d'élaboration des RNDH est respecté

- Mise en place d'un comité de pilotage composé des représentants des structures techniques, de la société civile, de l'université et des partenaires techniques et financiers, l'accent étant mis sur la qualité de la représentativité des membres dudit comité de pilotage ;

- Propositions et choix du thème par les membres du comité de pilotage ;
- Elargissement du comité de pilotage à d'autres structures directement concernées par le thème ;
- Réalisation de l'étude RNDH : élaboration et validation des TDR, élaboration des documents techniques (questionnaires, guides) par des consultants en collaboration avec l'équipe technique de l'ODHD/LCP et validation par le Comité de Pilotage, élaboration du rapport et validation du rapport ;
- Mise en place d'un comité de lecture.

Le processus de diffusion est aussi respecté :

- Elaboration d'une stratégie de communication ;
- Lancement officiel et distributions de copies aux participants lors de la cérémonie de lancement ;
- Distribution après le lancement officiel des exemplaires aux institutions de la République, aux structures techniques et cabinets des départements ministériels, aux partenaires techniques et financiers et à la société civile ;
- Tenue d'ateliers de dissémination à Bamako et dans les huit régions, à la maison de la presse, à l'Université de Bamako (à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion) avec production de sketch et communiqués radio et télé, couverture audiovisuelle et production de cassette ;
- Elaboration et publication d'un rapport de synthèse des ateliers de dissémination.

Le RNDH 2008 traite du lien entre la microfinance et la réduction de la pauvreté à travers les impacts des systèmes financiers décentralisés sur les conditions de vie des adhérents et leurs ménages. Le RNDH 2010 traite de la crise alimentaire : enjeux et opportunités pour le développement du secteur agricole au Mali. Il a examiné les causes externes et internes de la crise ainsi que ses effets négatifs sur la pauvreté monétaire, le changement de régime alimentaire en quantité et en qualité, la déscolarisation et le travail des enfants, l'exode rural, l'endettement à des taux usuriers des petits producteurs, la vente des outils de production, le déstockage du bétail, la désarticulation des structures sociales à travers le relâchement de la fraternité et de la germanité, la nucléarisation des familles, l'augmentation des taux de divorces et des enfants naturels, etc.

3.1.2.2 Deuxième indicateur de résultat : L'opérationnalisation et le suivi de l'approche DHD sont assurés

Activités réalisées

Au nombre de trois, elles concernent (i) le plaidoyer et la formation sur l'opérationnalisation de la démarche ; (ii) l'identification et l'analyse des expériences maliennes proches de la démarche DHD et (iii) la préparation et la réalisation de l'enquête pour l'identification des initiatives communautaires.

Activités non réalisées : (i) l'élaboration d'un guide d'opérationnalisation du DHD pour le Mali ; (ii) les tests d'opérationnalisation du DHD et (iii) la création d'un réseau DHD opérationnel n'ont pas été

Degré de réussite de l'indicateur

Les activités relatives à cet indicateur ont tout juste démarré avec l'atelier de formation à l'opérationnalisation de la démarche DHD. Cet atelier a regroupé les Directeurs Régionaux du Plan, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la

Population, les représentants de l'INSTAT, de la DNDS, de la DNPSES et de l'ODHD/LCP. Il a porté sur les notions de pauvreté et de DHD, l'articulation entre DHD, CSCRP et OMD, ainsi que l'opérationnalisation de la démarche DHD.

Un recensement des initiatives communautaires en matière de DHD a été fait sur toute l'étendue du territoire national, en collaboration avec l'INSTAT et ses démembrements régionaux et les directions régionales du développement social et de l'économie solidaire. Plus de 13 mille initiatives ont été recensées sur toute l'étendue du territoire national. Ce travail constituera à terme la base du réseau DHD qui sera créé.

3.1.3 Produit 3 : Des études et recherches sur la pauvreté et la problématique du DHD sont effectués

3.1.3.1 Premier indicateur de résultat : Etude sur le thème "Mines et développement socioéconomique : enjeux et perspectives"

Activités réalisées

Les premières activités menées au titre de ce résultat ont été (i) la préparation des TDR TDR (élaboration et validation) et (ii) l'élaboration du rapport (collecte des données auprès des sites échantillons, traitement et analyse des données, rédaction du rapport).

Après la rédaction en cours du rapport, les activités suivantes restent à être menées : (i) examen technique du rapport (ii) atelier de validation du rapport ; (iii) impression du rapport final et (iv) diffusion du rapport final.

Degré de réussite de l'indicateur

Un rapport provisoire sur l'analyse documentaire et l'exploitation des données disponibles a été élaboré. Des entretiens ont été effectués auprès de différentes structures en charge de la problématique minière. Suite à des missions de terrain dans les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso, une enquête test a été menée sur les sites miniers de Diabani (Koulikoro) et de Kékoro (Sikasso). L'enquête proprement dite a été lancée en janvier 2011. Le dépouillement et le traitement sont en cours. La rédaction du rapport sera achevée dans le troisième trimestre de 2011

3.1.3.2 Deuxième indicateur de résultat : L'étude sur le thème "Inégalités de Genre et Pauvreté" est réalisée

Activités réalisées

Toutes les activités prévues pour la production de cette étude ont été menées (i) préparation des TDR TDR (élaboration et validation) ; (ii) élaboration du rapport (collecte des données auprès des sites échantillons, traitement et analyse des données, rédaction du rapport) ; (iii) examen technique du rapport et (iv) atelier de validation du rapport

Degré de réussite de l'indicateur

Les travaux de l'étude portant sur « Inégalité de genre et pauvreté » sont terminés. Le rapport a été validé en juin 2011. L'impression du rapport final et sa diffusion seront réalisés dans le second semestre de 2011. Il est à noter qu'une enquête socio anthropologique a été, dans le cadre de cette étude, réalisée dans les huit régions du Mali et le district de Bamako.

3.1.3.3 Troisième indicateur de résultat : L'étude sur le thème "Trajectoire du Mali en matière de DHD après 50 ans d'indépendance" est réalisée

Activités réalisées

Toutes les activités prévues pour la production de cette étude ont été menées (i) préparation des TDR/TDR (élaboration et validation) ; (ii) élaboration du rapport (collecte des données auprès des sites échantillons, traitement et analyse des données, rédaction du rapport) ; (iii) examen technique du rapport (iv) atelier de validation du rapport ; (v) impression du rapport final et (vi) diffusion du rapport final

Degré de réussite de l'indicateur

Les travaux de l'étude portant sur «Trajectoire du Mali en matière de DHD après cinquante années d'indépendance» ont abouti à l'élaboration d'un rapport qui a été validé au cours du premier trimestre de 2011.

3.1.3.4 Quatrième indicateur de résultat : L'étude sur l'analyse budgétaire des communes (capacités de mobilisation des ressources en vue du financement des initiatives locales) et le profil de pauvreté des communes sont réalisés

Activités réalisées

Toutes les activités prévues pour la production de cette étude ont été réalisées (i) préparation des TDR/TDR (élaboration et validation) ; (ii) élaboration du rapport (collecte des données auprès des sites échantillons, traitement et analyse des données, rédaction du rapport) ; (iii) examen technique du rapport (iv) atelier de validation du rapport ; (v) impression du rapport final et (vi) diffusion du rapport final (lancement officiel du rapport, distribution du rapport, atelier d'information avec la presse).

Degré de réussite de l'indicateur

L'enquête sur l'analyse budgétaire des communes : capacités de mobilisation des ressources en vue du financement des initiatives locales a été réalisée dans les 703 communes du Mali. Préparé en collaboration avec l'UNICEF, le rapport a été imprimé en 1000 exemplaires

L'analyse des données de l'enquête sur l'analyse budgétaire des communes a permis de produire un rapport d'actualisation de l'Indice de Pauvreté Communale 2008. Le rapport sur le Profil de pauvreté des communes 2008 a été imprimé à 1000 exemplaires et a été largement diffusé. Les Indices de Pauvreté ont été utilisés dans les modèles de costing relatifs à l'Initiative 166 en vue de l'accélération des OMD au Mali.

3.1.3.5 Cinquième indicateur de résultat : Etude sur les transferts de revenus entre ménages et réduction de la pauvreté au Mali

Activités réalisées

Au nombre de trois, toutes les activités prévues en vue de ce résultat ont été réalisées : (i) élaboration du rapport d'étude; (ii) examen critique et (iii) atelier de validation.

Degré de réussite de l'indicateur

L'étude sur les transferts de revenus et la réduction de la pauvreté financée par l'UNICEF a fait l'objet d'un examen technique et d'un atelier de validation auquel ont participé le MDSSPA, l'UNICEF, la CT CSLP, la DNSI, le PNUD, la Banque Mondiale et l'Union

européenne, la DNDS, la DNPSES, le PADEC et toutes autres les structures impliquées dans le suivi-évaluation du CSCR

3.1.3.6 Cinquième indicateur de résultat : Etude sur la contribution du coton à la croissance économique

Activités réalisées

Toutes les activités prévues ont été menées (i) préparation des TDR (élaboration et validation ; (ii) élaboration du Rapport ; (iii) examen technique du rapport ; (iv) atelier de validation du rapport et (v) impression et diffusion du rapport

Degré de réalisation de l'indicateur

Entièrement financé sur budget d'Etat, le rapport de l'étude sur la contribution du coton à la croissance économique au Mali a fait l'objet d'un lancement officiel par le Ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées en présence de son homologue de l'Agriculture et du Président du Haut Conseil des Collectivités Territoriales. Il a été largement diffusé aux niveaux national et régional. Il a alimenté les travaux de revue 2009 du CSCR ainsi que les travaux préparatoires en cours du CSCR (2012 - 2017)

3.1.4 Produit 4 : Les capacités du personnel et des structures partenaires et les relations de partenariat sont renforcées

Premier indicateur de résultat : le renforcement des capacités du personnel de l'observatoire est renforcé

Activités réalisées : Des ateliers et séminaires de formation ont été organisés sur des thèmes relatifs à la mise en œuvre du CSCR, des OMD et de la problématique du DHD.

Degré de réalisation de l'indicateur

Les cadres de l'ODHD/LCP considèrent tous que leurs capacités ont été renforcées depuis leur arrivée à l'ODHD/LCP même si certains ont émis le souhait de bénéficier de formation de plus longue durée. Ils ont été, au démarrage du projet, formés en informatique bureautique (octobre 2008) et en gestion axée sur les résultats (novembre 2008). Ils ont également suivi un atelier en renforcement des capacités en évaluation des impacts des actions de développement (septembre 2010). Pour toutes ces formations animées par des bureaux d'études, une attestation a été délivrée à chaque participant.

Les cadres de l'ODHD/LCP ont aussi participé à l'atelier sur la mesure du développement humain tenu à Bamako, en avril 2009 et auquel ont pris part 300 participants. Ils ont enfin été formés sur l'opérationnalisation de la démarche DHD, en juillet 2010.

Deuxième indicateur de résultat : le renforcement des capacités des structures partenaires est assuré

Activités réalisées : Des ateliers et séminaires de formation ont été organisés sur des thèmes relatifs à la mise en œuvre du CSCR, des OMD et de la problématique du DHD

Degré de réalisation de l'indicateur

L'ODHD/LCP a organisé, en avril 2009, un atelier sur la mesure du DHD auquel 300 participants ont pris part, parmi lesquels nombre de représentants des services techniques

centraux et décentralisés, de la société civile et du secteur privé. Il a également organisé, en novembre 2010, *un symposium international sur le partage des expériences en matière de DHD et de suivi des OMD en Afrique* auquel ces mêmes représentants ont pris part à côté des délégations de dix sept pays d'Afrique et d'une vingtaine d'institutions internationales et de partenaires au développement. Par ailleurs, une vingtaine de cadres de l'INSAT, de la DNPSES, des DNPSES, de la DNDS et du CT/CSLP ont participé avec les cadres de l'ODHD/LCP à la *formation sur l'opérationnalisation de la démarche DHD* tenue en juillet 2010.

Troisième indicateur de résultat : Des relations avec d'autres structures sont nouées et renforcées

Activités réalisées : les activités prévues au titre de cet indicateur sont largement réalisées même si des efforts restent encore à faire pour raffermir le partenariat avec la société civile et renforcer celui avec l'université.

Degré de réalisation de l'indicateur

L'Observatoire entretient un partenariat à la fois institutionnel et technique avec la CT/CSLP, la DNPD et le PADEC. Ces structures sont non seulement membres du Comité Scientifique de l'ODHD/LCP mais également de tous les comités de pilotage mis en place à l'occasion de la préparation des RNDH et des études et recherches sur la pauvreté et le développement humain durable. De même l'ODHD/LCP est invité aux réunions du Comité de Pilotage du PADEC. Il est membre du membre du Comité de la revue annuelle du Schéma Directeur de la Statistique. Il est aussi membre du comité de suivi et de l'équipe technique « Malikunafoni ». Il est enfin fortement impliqué dans les travaux de suivi et de révision du CSCRP. C'est ainsi qu'il a été chargé par la CT/CSLP de l'analyse des inégalités régionales et de la matrice des indicateurs dans le cadre de la préparation du CSCRP 2012-2017. Toutes ces structures trouvent ce partenariat croisé avec l'ODHD/LCP dynamique et fécond et se considèrent ainsi comptables de la qualité des rapports.

L'Observatoire travaille étroitement dans le cadre des enquêtes menées à l'occasion de la préparation des RNDH et des études sur la pauvreté et le développement humain durable avec les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique et de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

En plus de ce partenariat privilégié autour du suivi - évaluation ainsi que de la révision du CSCRP, l'ODHD/LCP a signé un accord de partenariat avec le Secrétariat de Coordination des ONG (SECO-ONG) qui est aussi membre de son Comité Scientifique. Mais le plan d'action qui a été élaboré à la suite de cet accord établi n'a pas connu un début en œuvre. Ainsi malgré cet accord, le partenariat avec la société civile de même qu'avec l'université reste encore faible.

3.2 Une appréciation très positive des performances du projet par les structures partenaires

L'étude sur « l'impact des rapports produits par l'ODHD/LCP sur la formulation et la mise en œuvre des politiques et actions de développement » publié en mai 2011, a traité d'une part de l'appréciation des différents acteurs de la qualité des études et rapports produits par l'ODH et d'autre part, de la perception de l'ODHD/LCP par les structures partenaires. Il a servi de base à cette partie

Les interviews menées, par l'actuelle mission, avec les principales structures partenaires et les partenaires techniques et financiers sur leur appréciation de la pertinence et de la performance des activités du projet permettent de confirmer, d'infirmer ou de recouper ses analyses. Les structures bénéficiaires visitées, qui figurent à l'annexe 8, émanent des institutions suivantes : le MDSSPA, le CT/CSLP, l'INSTAT, la DNP, la Cellule de Planification et de la Statistique de l'Education, la Cellule de Planification et de la Statistique de la Santé, le Projet d'Appui au Développement Communautaire (PADEC), le Projet d'Appui aux Communautés Rurales (PACR), la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'UNICEF, le PNUD et l'ambassade du Canada

3.2 Des rapports et études de qualité produits par l'ODHD/LCP

Toutes les structures partenaires mettent à l'actif du projet plusieurs rapports et études significatifs (voir annexe 5).

Ils jugent les différents thèmes aussi bien des RNDH et que des études thématiques pertinents en raison de leur importance et de leur actualité. Le dernier en date porte sur la crise alimentaire et le prochain sur la protection sociale et le développement humain au Mali. Ils considèrent les rapports de bonne qualité dans le fond et bien présenté dans la forme.

Les deux RNDH produits par l'ODHD/LCP, sur respectivement la micro-finance et la réduction de la pauvreté, et la crise alimentaire sont considérés par le PADEC comme des guides dans la mise en œuvre de ses actions. De même, l'IPC constitue une référence pour le PADEC qui l'utilise dans le choix de ses zones d'intervention. C'est ainsi qu'il s'est engagé à financer pour 2011, une partie des activités de la base de données Malikunafoni.

Le rapport sur la crise alimentaire a fourni au PACR des informations très utiles pour la préparation d'un programme d'atténuation des effets des récentes crises alimentaires, énergétiques et financières sur les populations les plus défavorisées de ses zones d'intervention. L'IPC a également été utilisé pour le ciblage des activités de ce programme financé sous forme d'un crédit additionnel au PACR de l'ordre de 11,2 millions \$ US.

La Direction Nationale de la Population utilise l'IPC pour l'identification des communes dans lesquelles seront célébrées les journées mondiales de la population qui sont l'occasion d'apporter des appuis aux communautés de base dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. .

Autant, il a participé à l'élaboration des rapports sur « les transferts de revenu et pauvreté », « profil de pauvreté des communes » et « analyse budgétaire des communes », autant UNICEF les a utilisés pour la préparation du document de politique de protection sociale 2011-2015, mais également pour éclairer le choix de son niveau d'intervention, notamment sur la pertinence d'intervenir dans les communes.

L'Organisation Néerlandaise de Développement (SNV) a utilisé le rapport sur « l'analyse budgétaire des communes » pour la formulation des stratégies d'intervention à travers le ciblage des collectivités territoriales.

Pour tous les acteurs rencontrés, les rapports constituent des sources d'informations, des outils de diagnostic avec des informations chiffrées. Ils décrivent la situation et analysent les problèmes dans le cadre du thème traité et contribuent à la mise en place de stratégies pour résoudre les problèmes².

La préparation des études et rapports étant très souvent précédée par des opérations de collecte d'informations dans les communes, cercles et régions, leurs résultats sont fortement demandés par les utilisateurs de statistique aux différents niveaux de collectivité. Pour tous, ils servent d'input pour leurs différentes recherches.

Pour les DRPSIAP les rapports sont des sources données de statistiques, comme le profil de pauvreté des communes qui permet d'avoir des données sur la pauvreté des différentes communes des régions. Ces documents leur permettent de faire diverses analyses sur la pauvreté au profit des autorités régionales et de fournir des informations et données à d'autres partenaires des régions pour les besoins d'autres études.

Par contre, si les structures partenaires considèrent que les rapports produits de l'ODHD/LCP contiennent beaucoup d'informations et que les analyses des thèmes retenus sont très pertinentes, des insuffisances apparaissent :

- les informations contenues dans les RNDH et les études thématiques sont très peu utilisés par les ONG en raison de manque de capacités et du caractère technique de ces documents ;
- les ateliers de dissémination rassemblent des cibles trop hétérogènes ;
- la forme de copies dures sous laquelle les documents sont disséminés limitent leur diffusion, pas parce que les représentants des services aux réunions ont tendance à les garder pour eux-mêmes ;
- le caractère restreint des ateliers de dissémination qui s'arrêtent au niveau régional, même si des représentants du niveau local y sont invités ;
- l'impossibilité de prendre en considération les recommandations formulées au niveau des ateliers régionaux de dissémination, ceux-ci se déroulant après la validation des rapports au niveau national ;
- Les études thématiques ne bénéficient pas des mêmes efforts de diffusion dissémination que les RNDH.

3.3 Une appréciation positive des capacités de l'équipe de l'ODHD/LCP et du projet

La compétence des experts est reconnue par les structures partenaires et notamment de production des nombreux documents pertinents et utiles, d'organisation et d'animation des ateliers et séminaires, qui traduisent bien leur degré de compétence et de savoir-faire. L'ODHD/LCP est crédité d'une direction dynamique et d'un personnel très motivé et engagé. Les apports des experts du projet et cadres de l'observatoire sont dans l'ensemble conformes

² Impact des rapports produits par l'ODHD/LCP/LCP sur la formulation et la mise en œuvre des politiques et actions de développement

avec ce qui était exigé dans leurs termes de référence. Le dynamisme et la pro-activité du Directeur Général est souvent souligné dans les entretiens avec les structures partenaires et les PTF.

3.4 La reconnaissance de l'ODHD/LCP en tant que structure pérenne

L'utilité de l'ODHD/LCP sur l'échiquier intentionnel malien est attestée par toutes les structures partenaires. Avec l'INSTAT et la DNPD, l'ODHD/LCP constitue les partenaires stratégiques de la CT/CSLP dans la préparation et le suivi de la mise en œuvre du CSCR. Il renforce, complète et élargit les actions de la CT/CSLP de l'INSTAT et de la DNPD, dans l'information, l'orientation et l'aide à une meilleure compréhension des problématiques de pauvreté et développement humain durable.

L'ODHD/LCP est considéré comme une structure dynamique qui remplit bien ses missions en assurant la production régulière des RNDH, en initiant des études sur les différentes dimensions de la pauvreté, en coordonnant la préparation du rapport sur les OMD, en contribuant au suivi-évaluation de la mise en œuvre du CSCR et en appuyant le système d'information statistique. Il constitue ainsi un carrefour pour les études sur la pauvreté et le développement humain. En associant à ses études et rapports différentes structures, il contribue à créer des passerelles entre les ministères et participe au dialogue inter administration

Il se distingue comme une structure qui produit de la matière et des informations actualisées sur la pauvreté et le développement. Bien qu'étant constitué par une équipe légère, il a pu développer une grande capacité d'organisation pour pouvoir participer à toutes les réunions importantes sur l'économie malienne. .

Un autre point fort de l'ODHD/LCP est que l'Etat met à sa disposition des moyens matériels, financiers et humains importants et l'on remarque dans ses organes de décision et de pilotage une forte présence des autorités et une participation soutenue

L'ODHD/LCP a une identité reconnue, bénéficie d'une écoute très attentive et suscite une attente très forte de la part des structures partenaires.

4. Exécution du projet

4.1 Des modalités et mécanismes de pilotage du projet à dynamiser

Les mécanismes de pilotage et de suivi des activités du projet sont édictés par la procédure NEX et les textes de création et d'organisation de l'ODHD/LCP. L'innovation du pilotage du projet réside dans la conciliation de ces deux mécanismes.

L'article 5 de l'Ordonnance N°02- 047 /P-RM du 29 mars 2002 portant création de l'ODHD/LCP détermine ses organes de gestion qui sont le Conseil d'Administration, la Direction Générale et le Comité Scientifique. Intervient également dans le pilotage et le suivi des activités du projet, les comités de pilotage, bien qu'ils ne constituent pas un organe statutaire,

4.1.1 Le Conseil d'Administration

Les attributions, la composition et le fonctionnement du Conseil d'Administration sont déterminés au premier chapitre du décret N° 02-287 / P-RM du 30 mai 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'ODHD/LCP.

Le Conseil d'Administration est présidé par le Ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées. Il comprend sept représentants des départements ministériels, trois du secteur privé et de la société civile, trois des PTF et un délégué du personnel. Il se réunit deux fois par an en session ordinaire ; il peut également se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin.

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier la participation effective de chaque membre, et la tenue des sessions :

- Les sessions du Conseil d'Administration ont été souvent présidées par le Ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées, accompagné de ses proches collaborateurs.
- Le Conseil d'Administration s'est réuni une fois par an en session ordinaire au lieu de deux fois. Parmi les raisons évoquées pour expliquer le non respect de la régularité des sessions conformément aux dispositions statutaires il faut retenir : les difficultés de trouver une date consensuelle qui conviendrait à une large majorité des membres; le manque de matière à soumettre au C.A en milieu d'année, le niveau de réalisation des activités ne permettent pas, à cette période, de convoquer une session du C.A.
- La participation régulière des structures nationales est satisfaisante.
- La Banque Mondiale et l'Union Européenne ont été absentes aux différentes sessions du Conseil d'Administration. Cette situation montre les efforts à faire par l'ODHD/LCP pour mieux se faire connaître par les PTF et mieux les impliquer dans ses activités.

Les comptes rendus des différentes sessions attestent de la qualité des débats et de l'intérêt que les membres du Conseil d'Administration accordent à l'ODHD/LCP.

Tableau : Récapitulatif de la tenue des sessions du C.A et de la participation des membres

MEMBRES DU C.A	Session 2008	Sessions 2009		Session 2010	Session 2011
	Date : 15/08/08	Date : 05/03/09	Date : 03/04/09	Date : 12/04/10	Date : 21/03/11
Ministère du Développement Social	X XX*	XX	XX	XXX	XXX
Ministère des Finances	x	X	X	X	X
Ministère de l'Education	X	X	X	X	X
Ministère de la Promotion de la femme	X	X	X	X	X
Ministère de la Santé	X	X		X	X
Ministère de l'Emploi	X	X	X	X	X
Ministère du Développement Rural	X	X			
Ministère des Affaires Etrangères	X	X	X	X	X

Conseil Economique, Social et Culturel	X	X	X	X	X
CAFO	x	X	X	X	X
ONG	X		X	X	X
PNUD	X	X	XX		
Banque Mondiale					
Union Européenne					
Représentant personnel du	X	X	X	X	X

- : X : nombre de représentants par structure

4.1.2 Le Comité Scientifique

L'article 13 du décret N° 02-287 / P-RM du 30 mai 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'ODHD/LCP fixe les missions du Comité Scientifique. La décision N° 0184/MDSSPA-SG, portant désignation intuitu personae des membres du Comité Scientifique vient compléter l'organisation du Comité Scientifique. Celui-ci constitue le Comité d'orientation du projet. Il a pour mission de contribuer au choix des programmes pluriannuels d'études et de recherche, de formuler des recommandations et des avis techniques pour l'amélioration de la qualité des analyses et études techniques. Il se réunit au moins une fois par trimestre (article 14 du décret sus mentionné). Son secrétariat est assuré par l'équipe de l'Observatoire.

Le Comité Scientifique est composé de 18 membres représentant les structures techniques publiques et parapubliques, le PNUD, la Banque Mondiale, et deux personnalités es qualité reconnues pour leurs contributions à la lutte contre la pauvreté.

De juillet 2008 à juin 2011 le Comité Scientifique s'est réuni trois fois, la première session a eu lieu le vendredi 11 février 2009 en présence de 15 membres statutaires sur 18, avec pour ordre du jour (i) la présentation du document du Projet d'Appui à l'ODHD/LCP, Phase 3 (2008-2011) ; (ii) l'examen du rapport d'activités de l'ODHD/LCP au titre de l'année 2008 et (iii) l'approbation du chronogramme d'activités 2009 et des activités du 1^{er} trimestre 2009. La deuxième session s'est tenue avec 12 membres présents le 10 mars 2010. L'ordre du jour a porté sur : (i) l'examen et l'adoption du compte rendu de la 1^{ère} session ordinaire du Comité Scientifique ; (ii) la présentation et l'examen du rapport d'Activités au titre de l'année 2009 ; (iii) la présentation et l'examen du programme de travail au titre de l'année 2010.

La dernière session date du 07 février 2011 avec quatre points inscrits à l'ordre du jour dont (i) la validation du compte rendu de la 2^{ème} session ordinaire du Comité Scientifique; (ii) la présentation et l'examen du rapport d'activités de l'ODHD/LCP au titre de l'année 2010 ; (iii) la présentation et l'examen du chronogramme des activités 2011 et du chronogramme des activités du 1^{er} trimestre 2011.

La tenue de trois réunions pendant la durée du projet n'a pas permis au Comité Scientifique de jouer pleinement son rôle. En effet, la fréquence de la tenue de ses sessions (3 sur 16) suit celle du Conseil d'Administration. Par ailleurs, le Comité Scientifique n'a débattu aucun thème scientifique ou de recherche, les points inscrits à l'ordre du jour lors de ses sessions montrant qu'il a uniquement traité les mêmes questions que le Conseil d'Administration. Cette défaillance pourrait s'expliquer en partie par la position des membres désignés (Directeurs généraux, Directeurs nationaux, Directeurs adjoints) qui ne facilite pas une

participation et un suivi réguliers des travaux du Comité Scientifique. Elle pourrait aussi se justifier par le manque de motivation qui a été évoqué par deux des trois comptes rendus.

4.1.3 Les comités de pilotage

Les comités de pilotage s'inscrit dans la démarche d'élaboration du RNDH. Ainsi à la veille de chaque étude RNDH, le Ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées prend une décision ministérielle portant création du comité de pilotage du RNDH. Le choix des membres est fonction du thème sélectionné, mais les membres du Comité Scientifique sont souvent membres du comité de pilotage. Les différentes réunions sont respectivement consacrées à la sélection du thème, la validation des termes de référence, la prise de contact avec les consultants commis pour l'élaboration du RNDH et la validation du rapport. En plus, il est également confié au comité de pilotage le suivi et la validation des études thématiques. Dans la pratique les comités de pilotage se sont substitués au Comité Scientifique.

Au cours des entretiens, il est ressorti que la procédure de proposition et de sélection des thèmes RNDH exclut beaucoup de partenaires intéressés ou impliqués dans la lutte contre la pauvreté.

4.1.4 La Direction Générale de l'ODHD/LCP et la coordination du Projet

La Direction Générale est l'organe d'exécution des décisions du Conseil d'Administration et celui de mise en œuvre du projet d'appui à l'ODHD/LCP. Les autres structures d'exécution conçues en interne, relèvent de l'autorité du Directeur Général (unités techniques et administratives)

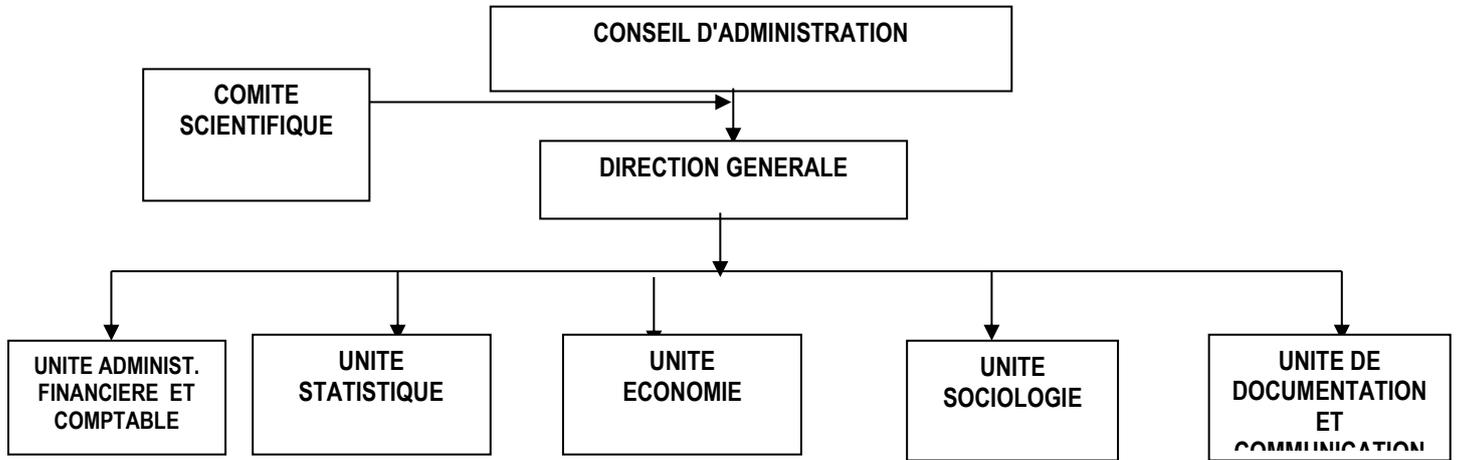
Le Directeur de l'Observatoire est le coordonnateur du projet. Il est l'ordonnateur des dépenses du projet. Il gère l'ensemble des moyens mis à sa disposition par le PNUD pour atteindre les objectifs fixés dans le document de projet, et rend compte de cette gestion, dans le cadre des procédures de l'Exécution Nationale.

L'équipe opérationnelle chargée de l'animation de la structure, comprend outre le Directeur Général :

- un agent comptable,
- un comptable matières adjoint
- une assistante d'équipe
- une secrétaire
- deux économistes,
- deux ingénieurs de la statistique,
- deux sociologues,
- un documentaliste,
- un chargé de communication.
- Un ingénieur informaticien.
- Deux chauffeurs

Le projet prend en charge le Directeur Général, l'expert économiste et l'expert statisticien, l'assistant d'équipe et deux chauffeurs.

L'organigramme de l'Observatoire du Développement Humain et Durable se présente comme suit :



4.2 Une gestion globale de qualité des opérations du projet

La coordination du projet est assurée par le Directeur Général de l'ODHD/LCP. Il est appuyé dans les activités par le DAES-NU avec comme support et référence, le cadre des résultats stratégiques du document du projet, les programmes de travail annuel et les rapports sur l'état d'avancement des activités du projet.

Les programmes de travail annuels préparés par l'ODHD/LCP sont présentés au Comité Scientifique pour validation et au Conseil d'Administration pour approbation. On constate une meilleure présentation des programmes de travail pour les années 2010 et 2011 que les années 2008 et 2009. Leurs activités sont mieux détaillées et sont plus conformes au cadre de résultats stratégiques du document du projet présenté par Objectif/produit, Résultats, Activités et responsabilité. Par contre, les indicateurs et les sources de vérification sont indiqués dans la même colonne, ce qui fait que les indicateurs de suivi des activités ne sont pas toujours précis.

Les rapports annuels d'activités de l'ODHD/LCP ainsi que les rapports annuels et trimestriels de suivi de l'état d'avancement des activités élaborés par les experts et cadres de l'ODHD/LCP sont bien élaborés. Mais il manque aussi bien pour les rapports de l'ODHD/LCP et des experts et cadres un chapitre sur les recommandations pour les travaux à réaliser par le projet dans les prochains mois et les tâches à accomplir par l'équipe du projet.

Les rapports des experts et cadres de l'Observatoire sont présentés par rapport au plan de travail trimestriel ou annuel de l'ODHD/LCP qui indique dans une colonne les unités responsables pour chaque activité. Tant qu'il y a un expert ou un cadre par unité, les activités de l'unité correspondent avec celles de l'expert ou du cadre. Pour pouvoir apprécier les écarts constatés entre les plans de travail et les activités relatifs à la même période, il est recommandé aux experts de préparer des programmes de travail individuels trimestriels spécifiques clairement établis et bien structurés. Leurs rapports devront comprendre (i) un rappel de leurs activités prévues pour la période, (ii) les activités réalisées, (iii) les activités non réalisées, (iv) les leçons et recommandations et (v) les activités prévues pour la période suivante.

En dépit de ces remarques, les rapports de l'ODHD/LCP permettent de suivre l'évolution de l'avancement des activités de l'Observatoire. Il apparaît un nombre d'interventions du projet assez considérable. Un tel nombre d'activités n'a pu être géré qu'avec une bonne organisation du travail.

L'ODHD/LCP dispose d'un manuel de procédures qui a été révisée en 2010 et entériné par le Contrôle Général des Services Publics de la Primature. Ce manuel permet à l'ODHD/LCP d'exécuter correctement ses activités et d'assurer un meilleur d'ateliers et de commande d'équipement que des procédures de décaissement du PNUD. Les rapports annuels d'audit du compte du projet pour les années 2008, 2009 et 2010 attestent de la bonne gestion financière du projet.

4.3 Des activités réalisées (études, formations, ateliers) jugées de qualité et ponctuelles

Un nombre appréciable d'activités ont pu être menées à bien par le projet. Le tableau de l'annexe 1 répertorie quelques 25 principales activités réalisées sur 37, soit un taux d'exécution appréciable de 67,5% à six mois de la fin du projet. Il faut aussi tenir compte de toutes les sous-activités afférentes à ces activités principales que sont (i) la préparation des

TDR (élaboration et validation) ; (ii) l'élaboration des rapports (collecte des données auprès des sites échantillons, traitement et analyse des données, rédaction du rapport) ; (iii) l'examen technique du rapport (iv) l'atelier de validation du rapport ; (v) l'impression et la publication et (vi) les ateliers de dissémination.

L'équipe de l'ODHD/LCP participe également aux activités d'autres partenaires tels les ateliers, les conférences et les séminaires de formation (Voir annexe 7). Ces participations permettent d'améliorer la compréhension par les cadres de l'ODHD/LCP des problématiques discutées et de partager avec les autres acteurs les expériences de l'ODHD/LCP en termes d'études et de recherche.

Comme mentionné plus haut, la qualité des activités réalisées et des produits élaborés et ainsi que l'apport de toutes les parties - coordonnateur, experts nationaux, consultants nationaux et bureaux d'études - est dans l'ensemble bonne, en ce sens surtout qu'ils ont été jugés utiles et qu'ils ont alimenté la préparation et le suivi du CSCRP et des OMD. Ils ont aussi été utilisés par les projets intervenant dans la réduction de la pauvreté pour cibler leurs interventions. Si globalement, le projet s'est bien efforcé de respecter les échéances fixées, on a pu constater des décalages dans la réalisation de certaines activités dû en partie aux retards dans la mise à disposition des ressources financières par le Gouvernement et le PNUD.

4.4 Des apports de qualité du Gouvernement et du PNUD mais une assistance du DAES-NU à relancer

Le succès d'un projet dépend surtout de la qualité et de la promptitude des appuis politiques, administratifs, techniques et financiers du Gouvernement et des partenaires au développement.

4.4.1 Les apports du Gouvernement :

Le Gouvernement a donné suite à tous les arrangements administratifs qui lui incombent dans le cadre du projet : (i) nomination du Directeur Général, (ii) nomination des membres du Conseil d'Administration, (iii) désignation des membres du Comité Scientifique et ceux des Comités de Pilotage, (iv) finalisation de l'accord d'Etablissement entre le Gouvernement et l'ODHD/LCP, (v) recrutement sur le Budget de l'Etat du personnel complémentaire, (vi) mise à disposition de locaux aménagés et prise en charge des communications et (vii) inscription du financement de la contre partie nationale au Budget Spécial d'Investissement (BSI).

Il convient de noter que la contribution financière de l'Etat au cours de cette phase a été supérieure à ses engagements inscrits dans le document de projet. En croissance régulière, elle a été de 197 millions FCFA en 2008, 252 millions en 2009, 273 millions en 2010. 732 millions ont été inscrit au titre de la contribution prévisionnelle du Gouvernement pour l'année 2011.

Cet effort financier est d'autant plus apprécié par les partenaires que le Gouvernement a accepté de placer une partie des ressources qu'il alloue au projet dans un fonds commun administré par le PNUD dans le but d'assurer la synergie avec l'intervention de cette agence. Cette approche a l'avantage de mobiliser d'autres partenaires potentiels pour le financement des activités du projet, d'assurer la cohérence dans la mise en œuvre du projet, de bénéficier de la célérité des procédures et de l'accompagnement du PNUD dans l'exécution du projet,

d'assurer une meilleure visibilité et la transparence dans la gestion et de simplifier le suivi et l'évaluation du projet.

Toutefois, malgré tous les résultats atteints par le projet et l'ODHD/LCP, il ressort des entretiens que certains partenaires au développement et partenaires nationaux ne comprennent toujours pas l'ancrage institutionnel de l'ODHD/LCP. Ils estiment que cette structure aurait plus gagné en visibilité et en actions s'il était sous la tutelle du Ministre en charge de l'économie.

4.4.2 Les apports du PNUD :

Le rôle du PNUD dans la mise en œuvre du projet est bien défini dans le document de projet qui constitue en lui-même le cadre d'assistance à l'ODHD/LCP.

Sur le plan technique, la PNUD apporte une expertise certaine à l'ODHD/LCP dans les domaines du DHD, du suivi évaluation du CSCRP et des OMD. Il lui offre son réseau international pour des échanges d'expériences avec d'autres pays et l'appuie dans l'organisation des ateliers sous régionaux et internationaux.

Il reste le principal bailleur de fonds de ce projet. Les ressources financières du PNUD allouées au projet ont été de 76 millions FCFA en 2008 ; 274 millions en 2009, 410 millions pour les trois premiers trimestres de 2010 et 389 millions pour 2011.

Le PNUD assure un plaidoyer au près d'autres PTF pour la recherche de financement.

Toutefois, la mise à la disposition des avances de fonds au projet souffre parfois de retards.

4.4.3 Les apports du DAES - NU

Le DAES-NU devrait assurer la mise en œuvre de l'expertise internationale. Son appui devrait être mis en œuvre à travers le PNUD. Par ailleurs, il devait apporter au gouvernement l'appui technique dont il pourrait avoir besoin en matière de RNDH et d'opérationnalisation et de création d'un réseau DHD. Il devrait assurer pour le gouvernement et le PNUD, la supervision technique de l'ensemble du projet et fournir à cet effet, au moins chaque semestre, un rapport comportant les recommandations nécessaires à la mise en œuvre du projet. S'il a respecté ses obligations jusqu'en fin décembre fin 2009, le DAES-NU n'a plus assisté le projet, depuis janvier 2010, en raison des départs des conseillers régionaux chargés de son suivi. Si cette défaillance n'a pas, semble-t-il, pas eu d'incidence négative sur les activités du projet, il convient au vu des prochaines échéances du projet de réactiver rapidement l'assistance du DAES-NU.

4.5 L'exécution budgétaire : un budget en progression

La mission a élaboré, sur la base des rapports d'activités annuels un bilan consolidé de la gestion financière de l'ODHD/LCP. Ce bilan montre que de juillet 2008 à fin décembre 2010 1 636 775 587 FCFA ont été exécutés, soit si l'on considère un taux de change moyen d'un dollar pour 500FCFA, 3 273 551 \$US. Si l'on ajoute les prévisions pour l'année 2011, en cours, le budget en fin décembre 2011 s'élèverait à 2 810 423 587 FCFA soit 5 620 847 \$US. Ce montant est inférieur de 25% au budget prévisionnel du document du projet, mais il est supérieur de près de 17% aux engagements combinés du gouvernement et du PNUD. Les efforts supplémentaires du gouvernement et les apports de l'UNICEF ont comblé en partie les

ressources complémentaires à rechercher qui représentaient du 36% au moment de la signature du document du projet.

Si les taux d'exécution du budget prévisionnel ont régulièrement baissé entre 2008 et 2010, les montants exécutés ont sensiblement augmentés passant de 273 millions FCFA en 2008, à 533 millions en 2009 et à 831 millions en 2010 (voir annexe 2). Cette évolution montre une grande capacité d'absorption des ressources par le projet et l'ODHD. Les limites constatés dans l'exécution du budget trouvent leur origine dans (i) le retard, en moyenne dans la mise à disposition des fonds (aussi bien pour le Budget d'Etat, que pour le financement PNUD) ; (ii) la non obtention des fonds de contribution de l'Etat et la réduction des avances de fonds du PNUD ; (iii) les mesures générales de restriction budgétaire qui frappe aussi l'ODHD/LCP; (iv) des problèmes techniques comme le retard dans le traitement et l'analyse des données, de retour de terrain.

Les tableaux de l'annexe 2 montrent que 33% des ressources sont consacrées à la mise en place et au fonctionnement de l'équipe de l'observatoire, 32 % à la promotion et au suivi de l'approche DHD au Mali, 23% aux études et recherches sur la pauvreté et la problématique du DHD, 9% à l'appui au suivi-évaluation du CSCR et des OMD et 2% au partenariat et au renforcement des capacités du personnel de l'ODHD/LCP et des structures partenaires. Les parts relativement importantes portées sur la promotion de l'approche DHD et notamment la production des RNDH ainsi que les études et recherches sur les différentes dimensions de la pauvreté et du développement humain durable sont conformes aux orientations et aux objectifs du projet.

La faible part consacrée à l'appui au suivi-évaluation du CSCR et des OMD s'explique par l'implication directe des experts du projet et des cadres de l'ODHD/LCP dans la préparation et le suivi du CSCR comme dans la production du rapport de suivi des OMD. L'appel à des consultants ou à des bureaux d'études expliquent d'un autre côté, les 55% des dépenses concentrées sur la promotion du DHD et aux études et recherche sur la pauvreté.

4.5 Un équipement adéquat mis à la disposition du projet

Le gouvernement et le PNUD ont fourni au projet les meilleures conditions matérielles de travail. Le bâtiment qui abrite l'ODHD/LCP se trouve dans une zone d'accès facile. Les bureaux sont individuels et bien équipés (ordinateur, téléphone, internet à haut débit, climatiseur,...). La structure dispose d'une grande salle de réunion équipée et d'une documentation bien fournie, Elle a créé un site internet régulièrement alimenté par ses productions. Le projet possède actuellement trois véhicules de service.

Conformément aux procédures NEX et aux règles de la comptabilité matière, les biens acquis sont gérés de façon satisfaisante par :

- la tenue d'un registre des immobilisations ;
- l'existence d'un état des amortissements des immobilisations ;
- la codification des biens durables ;
- la réalisation de l'inventaire physique des biens durables annuellement ;
- l'identification des biens acquis sur les ressources du PNUD par des autocollants au logo du PNUD ;
- La tenue d'un carnet de bord et d'entretien pour chaque véhicule.

5. Conclusions et recommandations

5.1 Principales conclusions et leçons apprises de la mise en œuvre du projet

5.1.1 Conception du projet

Tel que présenté, le document de projet approuvé en juillet 2008 n'est pas de nature à faciliter la gestion des activités du projet. Ses différents cadres logiques ne sont pas harmonisés ni dans leur présentation ni dans leur contenu.

Pour la formulation du futur projet, il conviendrait d'utiliser le cadre logique standard du PNUD intitulé « cadre des résultats et des ressources » qui présente un système cohérent d'ensemble de programmation et de budgétisation des activités et permet un cheminement logique entre les différentes articulations du projet, depuis les objectifs/produits jusqu'aux résultats, activités, indicateurs et responsabilités en liant les différents éléments entre eux.

5.1.2 Résultats du projets et impact

Le projet dont le programme annuel de travail constitue celui de l'ODHD/LCP, semble avoir pleinement participé à la réalisation de certains objectifs stratégiques du CSCRP. L'ODHD/LCP est devenue une référence dans le domaine de la recherche sur le Développement Humain Durable et de la lutte contre la Pauvreté tant au Mali que dans la sous région. Il joue un rôle central dans le dispositif de préparation et suivi-évaluation du CSCRP et des OMD

L'ODHD/LCP a produit ou contribué à la production de plusieurs documents utiles et opérationnels, qu'il s'agisse des RDNH, du deuxième rapport sur les OMD, des études sur les problématique de la pauvreté et du développement humain durable qui ont alimenté les revues du CSCRP et sa révision, en cours. Certains de ces produits comme le profil de pauvreté communale et l'Indice de Pauvreté Communale (IPC) sont largement utilisés et beaucoup d'autres produits servent de documents de référence dans la mise en œuvre de projets et programmes de lutte contre la pauvreté, à l'exemple du PADEC et du PACR. Les analyses de l'ODHD/LCP/sur la pauvreté et les OMD ont été très appréciées au cours des conférences et forums internationaux

Recommandations

i) Sur les RNDH et les rapports OMD

Cependant si les RNDH sont produits tous les deux ans, il semble que le rapport de suivi de la mise en œuvre des OMD, n'est produit que tous les cinq ans. Entre 2000 et 2009, seuls deux rapports ont été produits, le dernier en date l'étant dans le cadre de l'actuel projet. Même si nombre d'information relèvent d'enquêtes dont certaines comme EDS et MICS sont réalisées tous les quatre ou cinq ans, la périodicité de publication du rapport sur les OMD devrait être raccourcie pour lui faire jouer un rôle de clignotant et d'alerte sur les dispositions à prendre au vu de l'évolution des indicateurs de suivi de la pauvreté. La périodicité de préparation du rapport pourrait être ramenée à 3 ans (2009, 2012, 2015). Le rapport de 2012 tirerait ainsi parti des résultats du RGPH 2009 dont les données définitives sont prévues pour fin juin 2011, la publication prochaine des résultats de l'Enquête Démographie et Santé (EDS) V, l'enquête MICS/ELIM 2010, l'enquête eau/assainissement Bamako 2011, l'enquête orpaillage 2011, l'EMOP en cours et l'enquête nutritionnelle SMART. Le rapport de 2015 sera consacré au bilan final des OMD à l'horizon 2015.

ii) Sur les études thématiques

Parce que la sélection des études et recherches sur la pauvreté et la problématique du DHD est faite à partir des thèmes choisis par les comités de pilotage mis en place pour la préparation des RNDH, des études qui étaient initialement prévues dans le document du projet n'ont pas été réalisées comme ont été réalisées des études non inscrites au document du projet. Ainsi, « *les études diagnostiques sur les déterminants de la croissance économique n'ont pas été réalisées* », de même que « *les études sur la relation entre dépenses publiques, croissance et pauvreté* ».

Pour que l'ODHD/LCP remplisse son rôle de creuset pour toutes les études qui relèvent de la pauvreté et du développement humain, il doit dissocier le choix des thèmes du RNDH de ceux des études sur la pauvreté et la problématique du développement humain durable. Les thèmes d'importance non retenus pour le RNDH pourront toutefois alimenter le processus de choix des études thématiques.

Il devrait élaborer un plan d'études et recherches à moyen terme. Ce plan devra être flexible et ajusté en cas de besoin et sa période calée avec celle du projet. Ce plan d'études devra identifier et inclure des études et recherches qui vont alimenter le processus CSCR. Glissant, ce plan pluriannuel pourra être largement discuté avec les structures partenaires et les PTF pour prendre en leurs préoccupations respectives. Il pourrait servir d'outil d'information et de rationalisation des études menées ou demandées par diverses parties.

iii) Sur la qualité des études

Les RNDH et les études sont de bonne qualité mais gagneraient à être plus analytiques. Il est remarquable que sur le 17 consultants et les deux bureaux d'études utilisés pour la réalisation de ces produits, ne figure aucun consultant international. Si la stratégie de mise en œuvre du projet reste l'utilisation, en priorité, des capacités nationales, il est conseillé pour certaines thématiques très pointues de recourir à des consultants internationaux. Ceux-ci contribueraient non seulement à améliorer la qualité technique des études mais participeraient aussi au renforcement des capacités de l'équipe de l'ODHD/LCP. Par ailleurs, leur intervention pourrait être mise à profit pour animer des ateliers de formation pour les autres structures partenaires. Il pourrait également renforcer davantage le partenariat technique avec des structures internationales qui jouent des rôles similaires à celui de l'ODHD/LCP, comme il a commencé à la faire avec l'IRD.

iv) Disséminations des rapports,

L'ODHD/LCP a mis en place un système efficace de communication et de dissémination des résultats du RNDH. Mais les organisations de la société civile jugent que les ateliers de dissémination des cibles trop hétérogènes comme d'autres structures partenaires considèrent insuffisants que les ateliers de dissémination s'arrêtent au niveau régional, quand bien même des représentants des cercles et les communes y soient conviés. Par ailleurs, on note que les rapports d'études thématiques ne bénéficient pas des mêmes efforts de la communication.

Pour assurer non seulement une meilleure diffusion mais aussi une appropriation, la mission recommande un meilleur ciblage dans la dissémination des rapports.

Pour les décideurs, les rapports devraient être résumés selon un format qui puisse leur être aisément accessible. Pour mieux impliquer les décideurs dans la diffusion des résultats des rapports, il faudrait explorer les possibilités et modalités de présenter ces rapports au

gouvernement pour en discuter. Une telle perspective impose de mettre en place une méthode solide d'évaluation de la pauvreté entre deux enquêtes, pour présenter au gouvernement des informations récentes et fiables

Les résultats de ces rapports pourraient aussi être présentés au comité macroéconomique du Premier ministre comme des présentations pourront être faites devant les commissions de l'Assemblée Nationale en rapport avec le thème concerné. Le même exercice pourrait être fait avec lors des sessions du Conseil Economique, Social et Culturel.

Pour les structures partenaires qui regrettent que leurs observations émises lors des ateliers de dissémination ne sont prises en compte parce qu'ils se tiennent après l'atelier national de validation des RNDH, il conviendrait de réfléchir aux possibilités, en terme d'organisation, de calendrier et de coût, de tenir des ateliers régionaux de restitution, avant ceux de validation au niveau national et de dissémination au niveau régional.

Pour les organisations de la société civile, les ateliers de dissémination pourraient à être mieux ciblée avec les utilisateurs pour approfondir les questions avec eux (ONG, Société civile, Université)

Pour les PTF, il faudrait profiter des réunions des groupes thématiques, pour leur présenter les rapports et études de l'ODHD/LCP, en liaison avec le thème concerné. L'Observatoire s'approcher de la CT/CSLP pour l'inscription à l'ordre du jour des groupes thématiques, la présentation des produits de l'ODHD/LCP.

Il est aussi possible d'améliorer le mécanisme de diffusion des rapports d'études thématiques par la transmission systématique des rapports d'analyse aux différents PTF via un mailing list, pour toucher le maximum de personnes ou d'institution, tant au Mali qu'à l'extérieur du pays.

v) Partenariat et renforcement des capacités

L'ODHD/LCP a développé un partenariat avec les structures nationales et déconcentrées et les collectivités territoriales dans le domaine de la recherche sur le développement humain durable. Il a signé un accord de partenariat avec le SECO-ONG et en contact avec l'université mais le partenariat avec les organisations de la société civile restent encore limité.

En lieu et place du plan de formation centré uniquement sur le renforcement des capacités des membres de l'Observatoire, il conviendrait de préparer un plan de formation à moyen terme qui prend en compte les besoins de renforcement des capacités des structures partenaires dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, les OMD et le DHD. Comme on ne peut comparer les besoins des organisations de la société civile et ceux des structures étatiques qui ont les logiques différents, une stratégie de renforcement de capacité plus spécifique à la société civile pourrait être développée à travers le plan d'action qui accompagne le cadre de partenariat signé avec le CECO-ONG ou d'autres organisations.

Les bonnes pratiques de l'ODHD/LCP, ses avantages comparatifs, son positionnement stratégique, sa contribution au dialogue inter administration, son appui à la dissémination aux concepts de pauvreté, de DHD, des OMD constituent une opportunité pour développer son partenariat avec l'université, les centres de recherche pour le suivi évaluation, les indicateurs, la conduite d'enquête et le traitement des analyses. Ce partenariat viendrait renforcer ainsi les capacités évaluatives de l'ODHD/LCP et améliorer la qualité scientifique de ses produits.

L'observatoire pourrait aussi davantage s'ouvrir vers les étudiants pour les intéresser à la recherche sur ses centres d'intérêt. Il pourrait ainsi accueillir des doctorants comme des stagiaires ou de jeunes cadres des ministères nouvellement recrutés dans leur ministère.

5.2 Recommandations pour le projet : Mieux se faire connaître par les PTF

Deux principales recommandations sont adressées au projet.

i) Si ses études et rapports sont connus, appréciés et demandés, l'Observatoire est moins bien connu par les PTF non traditionnels vers qui la Direction Générale devra développer des efforts pour mieux se faire connaître. Elle pourrait utiliser les réunions thématiques des PTF comme plateforme pour y présenter ses études et rapports en liaison avec les thèmes des rencontres.

ii) Pour mieux prendre en charge le renforcement des capacités des structures partenaires, un des experts du projet pourrait être responsabilisé pour la gestion et le suivi du plan de formation qui sera élaboré.

5.3 Recommandations pour le Gouvernement : Revitaliser les structures de pilotage de l'ODHD/LCP

Face à la sous utilisation du Comité scientifique, il est recommandé de revitaliser cette structure pour qu'elle joue véritablement son rôle. Pour s'assurer une bonne implication des membres du Comité Scientifique et leurs contributions techniques, il pourrait être envisagé un mécanisme d'incitation qui serait articulé autour de leurs apports substantifs aux activités de l'ODHD.

5.4 Recommandations pour le DESA-NU : Réactiver son appui

En raison des prochaines échéances de l'ODHD (RNDH 2012 et 2014 ; Rapport de suivi des OMD 2012 et 2015), la mission recommande aux trois parties, Gouvernement, PNUD et DESA et notamment à ce dernier de réactiver son appui au projet d'appui à l'ODHD/LCP qui s'est arrêté depuis décembre 2009.

5.5 Recommandations pour le PNUD : Poursuivre son assistance à l'ODHD/LCP

Ces propositions n'ont pour but que de présenter quelques orientations qui pourraient permettre de jeter les bases d'un futur projet d'appui suivi-évaluation de la mise en œuvre du CSCRP, des OMD et du DHD.

Compte tenu des résultats largement positifs obtenus par le projet, et surtout du crédit accumulé dans la production des RNDH, le suivi-évaluation du CSCRP et les études sur la pauvreté et le développement humain durable, la mission recommande au PNUD de continuer à appuyer l'ODHD/LCP afin de l'accompagner dans cette dernière période qui le sépare de l'horizon 2015.

Cet appui du PNUD s'inscrirait dans la continuité des projets précédents d'appui à l'ODHD/LCP pour améliorer l'efficacité des programmes nationaux ayant un fort impact sur l'atteinte des OMD mais en mettant un accent particulier sur le renforcement des capacités des structures partenaires nationales en vue de leur permettre de mieux assurer leurs missions dans le suivi évaluation du CSCLP, des OMD et du DHD.

Les grandes lignes d'un futur projet d'appui du PNUD

Le Mali est confronté à trois défis majeurs qui sont : (i) l'impact du changement climatique, (ii) la question démographique et la problématique de l'urbanisation et (iii) le développement rural. La quatrième phase du projet pourrait jouer un rôle capital dans la compréhension de ces phénomènes et Aider à appréhender les défis nouveaux (Impact du changement climatique, Emploi/croissance, protection sociale, démographie, urbanisation)

Les activités du projet pourraient être regroupées dans deux grandes orientations :

La consolidation des acquis

- La production régulière du Profil de pauvreté des communes
- La production régulière des rapports de suivi³ des OMD
- La production régulière du RNDH
- Les recherches et études sur les différentes dimensions de la pauvreté et du Développement
- Un meilleur appui au renforcement des capacités des structures nationales

Les nouvelles activités :

- Etude sur les grands défis du développement socioéconomique (Impact du changement climatique, Emploi/croissance, démographie, urbanisation, chômage des jeunes, développement rural). Ces études peuvent être initiées dans le cadre d'une relecture/révision de Mali 2025 qui date déjà d'une dizaine d'années
- Evaluation des politiques publiques en matière de développement humain notamment sous l'angle de la durabilité et de l'appropriation par les populations directement concernées (choix, orientations, pertinence, ciblage, efficacité et impacts)
- Appui méthodologique aux observatoires sectoriels (Emploi, gouvernance, transport, justice, développement rural)
- Elaboration d'un module sur les indicateurs et les classements du Mali au niveau international, en vue d'éclairer les décideurs sur les enjeux desdits indicateurs et leurs classements
- Elaboration d'un plan d'études et de recherches pluriannuel
- Préparation d'un plan de formation à moyen terme incluant les besoins des structures partenaires

³ En termes de suggestion, un rapport en 2012 et un autre en 2015

ANNEXES

Annexe 1 : Cadre logique des activités

Effet auquel concourt le projet	Les capacités de l'Etat, des collectivités territoriales, des organisations de la société civile et du secteur privé en matière de planification, de formulation, de mise en œuvre et de suivi/évaluation des projets et programmes de développement et d'intégration régionale et sous -régionale sont renforcées
Effets spécifiques du projet	Effet 1 : le suivi-évaluation du CSCRП et des OMD est assuré Effet 2 : la promotion et le suivi du DHD sont effectifs au Mali Effet 3 : le renforcement des capacités du personnel et d'autres structures est assuré
Indicateurs d'effet	Le suivi-évaluation du CSCRП et le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont améliorés Les publications des Rapports Nationaux sur le Développement Humain sont effectuées et le Réseau DHD fonctionnel est créé Les Cadres compétents du personnel et d'autres structures sont formés
Stratégie de partenariat	L'Observatoire participe au suivi-évaluation du CSCRП et des OMD. Il commandite les études, les activités de collecte de données et effectue des formations au profit des structures partenaires. Il noue des relations de partenariat avec d'autres structures comme les Universités, notamment l'Université de Bamako, et des centres et laboratoires de recherches nationaux et internationaux.

Produits recherchés	Résultats	Activités	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Exécution	
					Oui	Non
Produit 1 : L'appui au suivi-évaluation du CSCRП et des OMD est amélioré	Résultat 1.1 : Le CRESMIC est intégré dans le dispositif de suivi-évaluation du CSCRП et des OMD	Activité 1.1.1 : Intégration du CRESMIC Mali dans le dispositif de suivi-évaluation du CSCRП et des OMD	Atelier validation CRESMIC Mali	Compte rendu atelier de validation, réunions de suivi CSCRП/OMD	X	
		Activité 1.1.2 : Suivi de la mise en œuvre du document CRSMIC Mali	Rapport de mise en œuvre du CSCRП et des OMD		X	
		Activité 1.1.3: Etudes Suivi-évaluation de l'impact des projets de réduction de la pauvreté	Documents des études réalisées	Comptes rendus réunions/ateliers de discussions, utilisations dans la mise en œuvre du CSCRП	X	
		Activité 1.1.4 : Etudes sur l'impact des programmes sectoriels de développement	Rapports d'études	Comptes rendus réunions/ateliers de discussions, utilisations dans la mise en œuvre du CSCRП		X
		Activité 1.1.5 : Participation à la conception des instruments d'analyse de l'impact des projets et programmes	Instruments d'analyse de l'impact des projets et programmes	Utilisation des instruments pour les documents du CSCRП		X
	Résultat 1.2 : L'appui à la mise en œuvre du CSCRП et des OMD est assuré	Activité 1.2.1 : Participation au suivi-évaluation et à la mise en œuvre du CSCRП	Rapports et documents de mise en œuvre du CSCRП	Compte rendu atelier de validation, réunions de suivi CSCRП	X	
	Activité 1.2.2 : Participation au suivi-évaluation des OMD	Rapports et documents de mise en œuvre des OMD	Compte rendu atelier de validation, réunions de suivi OMD	X		

	Résultat 1.3 : Participation à la mise en œuvre du schéma directeur de la statistique et à la mise en place de la base de données Malikunnafofi	Activité 1.3.1 : Participation à la mise en œuvre du schéma directeur de la statistique	Rapports d'analyses	Comptes rendus des ateliers/réunions	X	
		Activité 1.3.2 Participation à et la mise à jour de la base de données socioéconomiques « Malikunnafofi	Réunions/ateliers avec responsables techniques	Comptes rendus des réunions et ateliers	X	
		Activité 1.3.3 : Valorisation et diffusion des statistiques produites	Réunions/ateliers, Rapports d'études	Comptes rendus des réunions et ateliers	X	
Produit 2 : La promotion et le suivi de l'approche DHD sont assurés	Résultat 2.1 : la production régulière des RNDH est assurée	Activité 2.1.1 : Elaboration et publication des RNDH	Comptes rendus des réunions techniques/ateliers de		X	
		Activité 2.1.2 : Diffusion du RNDH	Comptes rendus de cérémonie de lancement, diffusion, ateliers de dissémination, rapports de		X	
	Résultat 2.2 : l'opérationnalisation et le suivi de l'approche DHD sont assurés	Activité 2.2.1 : Identification et analyse des expériences maliennes proches de la démarche DHD	Rapports d'expérimentation	Rapport de présentation des initiatives enseignements	X	
		Activité 2.2.2 : Elaboration d'un guide d'opérationnalisation du DHD pour le Mali	rapport sur les enseignements pour le Mali disponible ; guide			X
		Activité 2.2.3 : Test d'opérationnalisation du DHD	Rapport du teste	Comptes rendus sur le processus communautaire et sur les enseignements		X
		Activité 2.2.4 : Mise en place d'un réseau DHD	Rapports de création d'un réseau DHD	Comptes rendus de réunions, supports de création		X
		Activité 2.5.5 : Voyages d'études dans des pays ayant des avancées en matière de DHD				X
Plaidoyer dans toutes les communes pour la vulgarisation du DHD	Rapports de plaidoyer	Comptes de réunion dans les communes		X		
Produit 3 : Des études et recherches sur la pauvreté et la problématique du DHD sont effectuées	Résultat 3.1 : des études sur les conditions de vie des ménages sont réalisées	Activité 3.1.1 : Etudes sur les conditions de vie des ménages	Rapports d'études sur les conditions de vie des ménages	Utilisation des rapports d'études dans la mise en œuvre du CSCRP	X	
		Activité 3.1.2 : Recherches sur les déterminants de la pauvreté au niveau des collectivités locales (notamment, Indice de Pauvreté Communale, atlas de pauvreté des communes)	Rapports/notes de recherche	Utilisation pour le renforcement des capacités, comptes rendus formations	X	
		Activité 3.1.3 : Etudes ponctuelles sur la pauvreté en partenariat avec d'autres structures	Rapports d'études de partenariat	Comptes rendus réunions/ateliers de discussions/validations	X	
		Activité 3.1.4 : Etudes sur la gestion des projets de réduction de la pauvreté	Documents d'études des projets de réduction de la pauvreté	Comptes rendus des réunions de validation		X

		Activité 3.1.5 : Etudes d'évaluation d'effet de UNDAF	Rapports d'études	Comptes rendus des réunions de validation		X
	Résultat 3.2 : des études sur les relations entre croissance et les dimensions du DHD sont réalisées.	Activité 3.2.1 : Etudes diagnostic sur les déterminants de la croissance économique à long terme	Rapports des études réalisées	Comptes rendus ateliers de validation, Utilisation dans la mise en œuvre du CSERP		X
		Activité 3.2.2 : Etudes sur la relation entre dépenses publiques, croissance et pauvreté	Rapports d'études	Comptes rendus réunions / ateliers de validations		X
		Activité 3.2.3 : Etudes sur les relations entre la croissance et le développement humain durable				
Produit 4 : le Renforcement des Capacités du Personnel et des structures Partenaires et les relations de partenariat sont renforcées et nouées	Résultat 4.1 : Le renforcement des Capacités du	Activité 5.1.1 : Renforcement des Capacités du personnel de l'Observatoire	documents de formation	Comptes rendus des formations	X	
	Résultat 4.2 : Renforcement des capacités des	Activité 4.2.1 : Renforcement des capacités des structures partenaires	documents techniques pour formation	Comptes rendus des formations	X	
	Résultat 4.3 : Les relations de partenariat avec	Activité 4.3 : Relations de partenariat avec d'autres structures : Universités, laboratoires ou centres de recherche	documents de partenariat	Comptes rendus réunions, missions	X	
Produit 5 : L'équipe compétente de l'Observatoire disposant des moyens nécessaires est en	Résultat 4.1 : Le personnel de l'Observatoire est recruté	Activité 5.1.1 : recrutement du personnel du projet			X	
		Activité 5.1.2 : Recrutement du personnel complémentaire sur le budget national			X	
	Résultat 5.2 : Le fonctionnement de l'Observatoire est assuré	Activité 5.2.1 : Les salaires & indemnités du personnel sont assurés			X	
		Activité 5.2.2 : Les achats de véhicule, matériels informatiques & mobiliers de bureau sont effectués			X	
		Activité 5.2.3 : Elaboration régulières des rapports d'activités			X	
		Activité 5.2.4 : renforcement du Centre de Documentation et d'Informations			X	
	Résultat 5.3 : Les organes de pilotage sont opérationnels	Activités 5.3.1 : Tenue régulière des réunions du comité scientifiques			X	
		Activité 5.3.2 : Tenue régulière des sessions du conseil d'administration			X	

Annexe 2 : Exécution budgétaire en FCFA

	2008			2009			2010			2011
	PREVISION	EXECUTION	%	PREVISION	EXECUTION	%	PREVISION	EXECUTION	%	PREVISION
ETAT	196 958 000	196 958 000	100,0	353 595 000	251 848 314	71,2	473 599 000	372 585 364	78,7	732 038 000
PNUD	115 676 406	75 734 504	65,5	342 941 902	274 461 682	80,0	820 400 640	410 769 223	50,1	388 610 000
UNICEF				13 923 000	7 005 000	50,3	98 525 000	47 413 500	48,1	53 000 000
	312 634 406	272 692 504	87,2	710 459 902	533 314 996	75,1	1 392 524 640	830 768 087	59,7	1 173 648 000

ANNEE	2008			2009			2010		2011		
TOTAL EXCUTION		272 692 504	100		533 314 996	100,0		830 768 087	100,0	1 173 648 000	100,0
ETAT		196 958 000	72,2		251 848 314	47,2		372 585 364	44,8	732 038 000	62,4
PNUD		75 734 504	27,8		274 461 682	51,5		410 769 223	49,4	388 610 000	33,1
UNICEF					7 005 000	1,3		47 413 500	5,7	53 000 000	4,5

Annexe 3 : Répartition budgétaire en FCFA

Produits	2010				2009			UNICEF	2008			TOTAL	%
	Total	Etat	PNUD	Unicef	Total	Etat	PNUD		Total	Etat	PNUD		
												432 429 378	33
Produit 1 : L'équipe compétente de l'observatoire disposant des moyens nécessaires est mise en place	189 481 782	70 220 348	119 261 434		213 816 596	131 378 739	82 437 857		29 131 000	29 131 000			
Produit 2 : L'appui au suivi-évaluation du CSCRP et des OMD est assuré	46 197 374	6 932 474	39 264 900		40 847 600	11 200 000	29 647 600		33 915 000		33 915 000	120 959 974	9
Produit 3 : La promotion et le suivi de l'approche DHD sont assurés	137 937 092	11 947 420	125 989 672		195 070 700	40 881 575	154 189 125		81 761 406			414 769 198	32
Produit 4 : Des études et recherches sur la pauvreté et la problématique du DHD sont effectuées	54 815 900	3 000 000	51 815 900	47 413 500	80 993 400	68 388 000	5 600 400	7 005 000	167 827 000	167 827 000		303 636 300	23
Produit 5 : Le renforcement des capacités du personnel de l'ODHD/LCP/LCP et des structures partenaires est effectué et les relations de partenariat sont nouées.	20 112 600	350 000	19 762 600		2 586 700		2 586 700					22 699 300	2
TOTAL	448 544 748	92 450 242	356 094 506		533 314 996	251 848 314	274 461 682						100

Annexe 4 :Ateliers organisés par l'ODHD/LCP au titre des années 2008, 2009, 2010 et 2011

Domaine	Thème	Date	Nombre de participants	Support final	Observations
Promotion du DHD	Atelier sur la mesure du DH	14 16 avril 2009	300 participants	Rapport final de l'atelier	Rapport imprimé et diffusé
	Dissémination du RNDH éd. 2008	7 Mai au 29 Septembre 2009	En moyenne 60 participants par ateliers (600)	Synthèse des ateliers de dissémination, édité en novembre 2009	10 ateliers régionaux de dissémination, 1 conférence de dissémination à l'Université de Bamako (FSEG), rapport de synthèse des ateliers de dissémination
	Formation sur l'opérationnalisation de la démarche DHD	28 Juin au 1er Juillet 2010	26 participants	Rapport final de la formation	L'atelier a permis la formation des cadres de l'ODHD/LCP, des DRPSIAP, de la DNPSES, de la DNDS, de la CT CSLP et de l'INSTAT, en vue de l'opérationnalisation de la démarche DHD
	Symposium international sur le partage des expériences en matière de DHD et de suivi des OMD en Afrique	22 au 25 novembre 2010	300 participants	Rapport final du symposium, avec une déclaration finale dite de Bamako	participation des délégations de dix sept pays d'Afrique, d'une vingtaine d'institutions internationales et partenaires au développement ainsi que des représentants des services techniques, de la société civile et du secteur privé du Mali.
	Dissémination du RNDH éd. 2010	1 ^{er} Mai au 3 juin 2011	En moyenne 60 participants par région	Rapports des différents ateliers de dissémination (8)	8 ateliers régionaux ont été tenus. Il reste Kidal et Gao, programmé dans la semaine du 13 au 18 juin 2011
Suivi – évaluation du CSCRP et des OMD	Formation des points focaux Malikunnafo	2009	60 participants	Rapport général	50 points focaux formés avec l'appui de l'ODHD/LCP à la mise en jour de la base « Malikunnafo »
	Formation points focaux régionaux (Koulikoro et Tombouctou) Malikunnafo	2010	20 participants par région	Rapport formation et compte rendu	En collaboration avec INSTAT et CSLP et l'appui technique et financier de l'UNICEF
	Formation points focaux de Bamako Malikunnafo		70 participants	Rapport formation et compte rendu	En collaboration avec INSTAT et CSLP et l'appui technique et financier de l'UNICEF
	Formation des chargés SISO		20 agents	Rapport formation et compte rendu	
Renforcement des capacités du personnel de l'ODHD/LCP/LCP	Formation en informatique bureautique	2008 (octobre)	6 participants	Support de formation	La formation a porté sur les modules Microsoft Word (Généralités, opérations sur fichier, mise en forme, tableaux, ...) et Microsoft Excel (Formule pour calculs,

Domaine	Thème	Date	Nombre de participants	Support final	Observations
					graphiques, ...), Exercices pratiques.
	Formation en Gestion Axée sur les Résultats (GAR)	2008 (novembre)	8 cadres de l'ODHD/LCP	Rapport final de la formation, CD des différents modules	La formation a duré 6 jours et a été animé par le bureau d'études CONSULT STEP. Une attestation a été remise à chaque participant.
	Renforcements des capacités des agents de l'ODHD/LCP en évaluation des impacts des actions de développement	2010 (septembre)	8 cadres de l'ODHD/LCP et un cadre de la DNPD	Rapport final de la formation, CD des différents modules	La formation s'est déroulée en deux étapes (une semaine chacune) : théorie et pratique (projets d'Helvetas Bougouni). Elle a été animée par le bureau d'études CONSULT STEP. Une attestation a été remise à chaque participant.

Annexe 5 : Liste des publications ODHD/LCP

2008	Transferts de revenus et Pauvreté	MDSSPA	UNICEF
	Microfinance et réduction de la pauvreté au Mali	MDSSPA	PNUD
2009	Contribution du coton à la croissance économique	MDSSPA	
	<i>Synthèse des ateliers de dissémination «Microfinance et réduction de la pauvreté au Mali»</i>	MDSSPA	PNUD
2010	Analyse budgétaire des communes : capacités de mobilisation et financement des initiatives locales	MDSSPA	UNICEF
	Profil de pauvreté des communes 2008	MDSSPA	UNICEF
	Analyse de la mise en œuvre des projets et programmes inscrits au Budget Spécial d'Investissement	MDSSPA	PNUD
	Crise alimentaire : enjeux et opportunités pour le développement du secteur agricole au Mali	MDSSPA	PNUD
2011	Trajectoire du Mali après 50 ans d'indépendance	MDSSPA	PNUD
	Inégalités de genre et pauvreté au Mali	MDSSPA	UNICEF
	Rapport final du symposium International sur le partage des expériences en matière de DHD et de suivi des OMD en Afrique	MDSSPA	PNUD

Annexe 6 : Consultants recrutés

N°	Thème de l'étude	Période	Durée	Source de financement	Profil des consultants	Observations
1	Transferts de revenus et réduction de la pauvreté	avril - juin 2008	3 mois	Etat ; UNICEF	Statisticien (Zima Jean DIALLO)	La contribution de l'Etat se situe au niveau de l'impression du rapport
2	Contribution du coton à la croissance économique	janv - fév 2009	2 mois	Etat ; PNUD	Bureau d'études COTSM3	Cette étude a été confiée au bureau d'études
3	Profil de Pauvreté des communes 2008 et Analyse budgétaire des communes : capacités de mobilisation des ressources en vue du financement des initiatives locales	mars - avril 2009	2 mois	Etat ; UNICEF et PNUD	Statisticien (Balla KEITA)	Les travaux de l'étude ont été prolongés jusqu'en fév. 2010 compte tenu du temps collecte et de traitement des données primaires auprès de 703 communes, collecte de données secondaires. les travaux de traitement des données de cette enquête ainsi que celles de l'enquête de référence sur les 166 communes du Programme National de Sécurité Alimentaire ont été faits par l'équipe de l'Observatoire en collaboration avec l'INSTAT et les consultants.
4	RNDH éd. 2008 "Microfinance et réduction de la pauvreté au Mali"	avril - juin 2008	3 mois	PNUD ; Etat	Statisticien économiste (Oumar COULIBALY) ; Spécialiste Microfinance (Cheicknè SY)	
5	RNDH éd. 2010 "Crise alimentaire : enjeux et opportunités pour le développement du secteur agricole"	avril 2009 - juin 2009	3 mois	PNUD ; Etat	Macro-économiste (Salif DIALLO) ; Statisticien (Mahady M. FOFANA) ; socio-anthropologue (Naffet KEITA) ; agroéconomiste (Manda Sadio KEITA)	-
6	Trajectoire du Mali en matière de DHD après 50 ans d'indépendance	avril - juin 2010	3 mois	Etat ; PNUD	Socio-anthropologue (Yaouaga Félix KONE); Statisticien économiste (Zoumana CAMARA)	-

N°	Thème de l'étude	Période	Durée	Source de financement	Profil des consultants	Observations
7	Mines et développement socioéconomique au Mali : enjeux et perspectives	Aout - Décembre 2010	17 semaines	PNUD ; Etat	ingénieur minier (Feu Mohamed Tayeb DICKO et Lassana GUINDO), économiste (Salif DIALLO), statisticien économiste (Oumar COULIBALY), environnementaliste (Mr. BOUARE) spécialiste en développement local (Dramane DIARRA)	Un volet de l'étude a été réalisé en collaboration avec le Ministère de mines dont une préoccupation a été prise en compte par une enquête orpaillage
8	Inégalités de genre et pauvreté au Mali	octobre 2010 - mars 2011	5 mois et demi	UNCICEF ; PNUD ; Etat	Spécialiste genre (Aissé DIARRA) ;	-
9	Symposium international sur «le partage des expériences en matière de DHD et de suivi des OMD en Afrique»	22 - 25 novembre 2010	1 semaine	PNUD ; Etat	1 bureau d'étude spécialisé en communication	Un comité d'organisation a été mis en place, il a été appuyé par un bureau événementiel
10	Etude sur le thème « Impact des rapports produits par l'ODHD/LCP sur la formulation et la mise en œuvre des politiques et actions de développement »	Mars – avril 2011	2 mois	Etat	Spécialiste Suivi évaluation des actions de développement	Cette étude a été confiée au bureau d'études SAFER
11	RNDH éd. 2011 " Protection Sociale et Développement Humain au Mali "			PNUD ; Etat	Macro-économiste ; Statisticien ; Spécialiste en politique sociale	TDR validés, recrutement des consultants en cours
12	Revue des indicateurs du CSCRP 2012-2017	Juin – Août 2011	3 mois	PNUD ; Etat	Statisticien Socio-économiste	TDR validés, processus de recrutement des consultants en cours, l'étude sera réalisée en collaboration avec la CT CSLP
13	Inégalités, disparités géographiques et pauvreté	Juin – Août 2011	3 mois	PNUD ; Etat	Economiste Statisticien	TDR validés, processus de recrutement des consultants en cours, l'étude sera réalisée en collaboration avec la CT CSLP

Annexe 7 : Participation de l'équipe à d'autres activités extérieures en 2009 et 2010

Trimestres	Dates	Objets	Représentants	Organisateurs	Lieux	Source de vérification
1 ^{er} trimestre 2009	16/01/	Préparation atelier sur l'efficacité de la réponse aux chocs exogènes	Expert économiste	MEIC	Salle de réunion du département du MEIC	Compte rendu de la rencontre
		Participation à l'atelier national de restitution de l'évaluation économique de la gestion environnementale au Mali	Economiste	Projet IPE	Ministère de l'environnement (salle de conférence)	Compte rendu
	26/01/	atelier sur l'efficacité de la réponse aux chocs exogènes	Expert économiste	MEIC, Banque Mondiale	Hôtel Al Farouk Kempinski Bamako	Compte rendu, conclusions de l'atelier
	28/01	Lancement des résultats sur le partenariat ISFRA, FMPOS, DNP, INRSP et Laboratoire de Démographie de l'Université de Genève	Sociologue	Coopération Suisse	Annexe ISFRA	Compte rendu
	09/02/	Réunion de discussion du canevas du rapport sur la situation économique et sociale 2008/2009	Expert économiste	DNPD	Salle de conférence de l'ODHD/LCP/LCP/LCP	Compte-rendu de la réunion
	11/02	Réunion Comité de pilotage du Programme Annuel Promotion Droit et Partenariat Mali-UNICEF	Sociologue	UNICEF/MJustice	Salle conférence Unicef	Compte rendu
	13/02/	Participation à la réunion de la commission thématique développement durable et environnement- pauvreté	Economiste	Ministère environnement	Salle de réunion du ministère	Compte rendu
	27/02/	Participation à la 2 ^{ème} réunion de la commission thématique développement durable et environnement-pauvreté	Economiste	Ministère environnement	Salle de réunion du ministère	Compte rendu
	03/03/	Réunion comité de pilotage évaluation participative pauvreté dans la région de Koulikoro	Expert économiste	CT CSLP, Banque Mondiale	Salle de réunion de la CT CSLP	Compte rendu
		Participation à l'atelier de sensibilisation sur les problèmes de l'information dans le domaine de l'emploi et du marché de travail	Economiste	Ministère de l'emploi/PAPESPRIM	Centre international de Bko (salle Wa Kamissoko)	Compte rendu
	17/03 au 19/03	Participation à l'atelier sur la définition d'une stratégie d'accès aux services de télécommunications et TIC en milieu rural et zones éloignées du Mali	Expert Statisticien	MCNTI	Azalaï Hôtel Salam	Compte rendu
	23/03 au 25/03	Participation à la révision des PDSEC des communes de Dioro et Farakou Massa pour l'atteinte des OMD	Expert Statisticien	Centre OMD, PVM et SNV	Région de Ségou	Compte rendu
	2 ^{ème} trimestre 2009	02/4/	Réunion du groupe de travail n°5 (renforcement l'environnement dans le cadre institutionnel)	Economiste	Ministère environnement	Ministère de l'environnement (salle de conférence)
05/5/		Examen du rapport du Mali sur l'évaluation des stratégies nationales de développement mises en œuvre pour l'atteinte des OMD convenus sur le plan international	Economiste	Ministère des affaires étrangères (Coopération Internationale)	Salle de réunion Fonds FED à Koulouba	Compte rendu
12 au 14/05		Forum sur la protection sociale et la pauvreté des enfants	DG, Experts économiste et Statisticien	UNICEF-MDSSPA	CICB	Compte rendu
19 au		Atelier sur la revue des	Chargé de	MDSSPA	Salle de conférence	Rapport de

Trimestres	Dates	Objets	Représentants	Organisateurs	Lieux	Source de vérification
	20/05	programmes 2010, 2011 et 2012	Documentation		de l'ODHD/LCP/LCP	l'atelier
	20/05	Atelier de restitution de l'étude sur Analyse Sociale	Sociologue	Coopération Suédoise	Azalai Hôtel Salam	Rapport de l'étude
	22/05	Validation de l'annuaire statistique 2007 du MDSSPA	Expert Statisticien	MDSSPA	CAMASC	Compte rendu
	26 au 27/05	Revue Schéma Directeur de la Statistique	Expert Statisticien	MEIC	Azalai Hôtel Salam	Compte rendu
	28/5/	Réunion du comité de pilotage du projet IPE	Economiste	Projet IPE	Grand Hôtel	Compte rendu
	1 au 10/06	Elaboration du Rapport d'Analyse Situationnelle Annuel du Marché du Travail (RASAMT) 2008 : partie « généralités et statistiques économiques (sections 1 et 2) »	Expert économiste	DOEF/ANPE	Salle de conférence ANPE	Draft sections 1 et 2
	3/06	Examen des TDR pour l'élaboration des programmes sectoriels de développement statistique des CPS des secteurs industrie, environnement, transport, culture et mines	Expert Statisticien	PRECAGED	Salle de réunion	Compte rendu
	17 au 18/06	Journées d'évaluation du MDSSPA	Chargé de Documentation	MDSSPA	CICB	Rapport de synthèse
3 ^{ème} trimestre 2009	1 ^{er} /07	Réunion de validation rapport de l'étude sur « impact de la hausse du prix des produits pétroliers sur la pauvreté »	Expert économiste	CERCAP	Salle de réunion CERCAP	Compte rendu
	2/07/	Atelier de dissémination du RASAMT 2007	Expert économiste	DOEFP/ANPE	Centre de perfectionnement et de reconversion/ANPE	Compte rendu, RASAMT 2007
	21/07/	Atelier de lancement du programme de renforcement de la représentativité de SECO-ONG	Expert économiste	SECO-ONG	CICB	Guides de la représentativité
	21/07/	Validation des indicateurs de l'environnement et l'assainissement	Economiste	Ministère environnement (IPE)	Grand Hôtel	Compte rendu
	30/07/	13 ^{ème} réunion statutaire du CPM	Expert économiste	DNPD	Salle de conférence ODHD/LCP/LCP/LCP	Compte rendu, documents CPM
	04/08	Examen du rapport sur l'évaluation de la contribution du secteur forestier dans la lutte contre la pauvreté dans les régions Nord du Mali	Chargé de Documentation	DNCN	Salle de réunion DNCN	Compte rendu
	13/08	Examen des projets de textes de restructuration de la Caisse des Retraites du Mali	Chargé de Documentation	MDSSPA	DAF/MDSSPA	Rapport
	24/09	Atelier sur le diagnostic de la situation de la mutualité au Mali	Chargé de Documentation	MDSSPA	CICB	Rapport
4 ^{ème} trimestre 2009	5/10	Réunion du groupe statistique Gouvernement PTF	Expert Statisticien	DC Européenne	Salle de réunion DCE	Compte rendu
	13/11	Examen de l'étude sur l'évaluation des opportunités d'agro-affaires dans les 166 communes du PNSA	Expert Statisticien	CSA et Centre OMD	Azalai Grand Hôtel	Compte rendu
	16/11/	Séances de travail avec l'équipe du programme	Expert économiste	OXFAM	Siège OXFAM Hippodrome Bamako	Note des observations

Trimestres	Dates	Objets	Représentants	Organisateurs	Lieux	Source de vérification
		coton d'OXFAM sur la prise en compte de mes observations sur le rapport « évaluation de la vulnérabilité des petits producteurs du programme coton »				
	26 et 27 /11/	Atelier de réflexion sur l'impact de la crise financière et économique sur l'éducation et le travail des enfants au Mali	Expert économiste	Projet TACKLE/OIT	Hôtel Salam	Compte rendu, Documents techniques
	30/11 au 01/12/	Atelier de plaidoyer auprès des structures et entités stratégiques pour l'élaboration des lignes directrices de l'intégration de l'environnement dans le CSCR et autres politiques sectorielles	Economiste	Ministère environnement (IPE)	Hôtel Radisson Bamako	Compte rendu
	15/12/	Conférence CERCAP sur « l'impact de la fluctuation des prix du pétrole sur la pauvreté au Mali »	Expert économiste	CERCAP	Hôtel Radisson Bamako	Compte rendu
	23/12/	Conférence CERCAP sur « l'impact des accords de partenariat économique sur l'économie malienne »	Expert économiste	CERCAP	Grand Hôtel de Bamako	Compte rendu
		Elaboration du draft de l'extension du Plan d'Action National de Protection Sociale 2010-2014	Chargé de Documentation	MDSSPA/UNICEF	Hôtel Esplanade Ségou	Compte rendu
		Validation des indicateurs du cadre commun composante Développement Social PRODESS II prolongé	Sociologue	MDSSPA	DAF/MDSSPA	Compte rendu
	23/12/	Conférence CERCAP sur « l'impact des accords de partenariat économique sur l'économie malienne »	Expert économiste	CERCAP	Grand Hôtel de Bamako	Compte rendu
	28/12/	Séminaire de diffusion des résultats d'études et de recherches réalisées par le CERCAP de 2008 à 2009	Expert économiste	CERCAP	Hôtel Radisson Bamako	Compte rendu

Participation de l'équipe de l'ODHD/LCP à d'autres activités extérieures en 2010

	Date	Objet	Organisateur	Lieu	Source de vérification	Observations clés
1er TRIMESTRE 2010	13/01/10	Participation à l'atelier de concertation sur les référentiels du Mali (CSCR, PDES, OMD, SCAP)	CT-CSLP	CICB	Compte rendu disponible	L'ODHD/LCP participe également à ces concertations au niveau régional
	18/01/10	1ère réunion de prise de contact des membres du comité MOST	Comité MOST	Commission pour l'UNESCO	Compte rendu disponible	La première réunion n'a pas permis d'avoir le quorum, cependant les quelques membres présents ont pu échanger sur les aspects du MOST
	21-22-23/01/10	Journées sur l'extension de la mutualité au Mali	DNPSES	Salle de reunion I.E.R.G.G	Synthèse de l'atelier disponible	L'ODHD/LCP/LCP était membre de l'équipe de rapporteurs de l'atelier
	26/01/10	Atelier de restitution des résultats des ateliers régionaux d'évaluation des besoins en renforcement des	CERCAP	Hôtel Massaley	Compte rendu, documents techniques (rapport des ateliers)	L'ODHD/LCP/LCP a participé à l'atelier de Bamako (Centre du secteur Privé), et a travaillé comme membre du Groupe de travail « Cadrage macroéconomique, budgétaire et pauvreté »

1	Date	Objet	Organisateur	Lieu	Source de vérification	Observations clés
		capacités de suivi-évaluation du CSCR				L'atelier a retenu la mise en œuvre des recommandations des ateliers régionaux
	03/02/10	14 ^{ème} réunion statutaire du CPM	DNPD	Salle de réunion de la dette publique	Compte rendu, documents techniques (plan de travail 2010, rapport de cadrage 2010-2014)	A la suite de cette réunion, le principe d'intégrer l'ODHD/LCP/LCP dans comme nouveau membre de CPM a été accepté
	11/02/10	Lancement de l'élaboration d'une politique de l'Economie Sociale et Solidaire	DNPSES/CECI/RENAPESS	I.E.R.G.G	Synthèse de l'atelier disponible	L'ODHD/LCP/LCP est membre du Comité Technique chargé d'élaborer ladite politique
	17/02/10	Réunion du Comité MOST	Comité MOST	Commission pour l'UNESCO	Compte rendu disponible	En prélude à l'arrivée de la présidente de l'UNESCO au Mali, le Comité MOST a fait une communication. .
	3/3/10	Participation à la Projection du film documentaire « YIRIBA, SOURCES DE VIE AU MALI »	IRD	CCF	Compte rendu	A la suite de la projection du film, un débat a été organisé sur l'apport de certains arbres dont la sauvegarde et la multiplication favoriseraient les populations des localités qui y ont accès
	11-12/03/10	Atelier d'élaboration d'une politique de l'Economie Sociale et Solidaire	DNPSES/CECI	Hôtel club de Sélingué	Compte rendu disponible	L'ODHD/LCP/LCP, dans ce comité a été chargé d'élaborer le projet N° 11 relative à la mise en place d'une cellule universitaire de l'Economie Solidaire et Sociale
2^{ème} TRIMESTRE 2010	14/04/10	Atelier de renforcement des capacités sur l'approche droit et équité sociale	MDSSPA/Projet de Renforcement des capacités	Salle de reunion Maison des Aînés	Compte rendu	Cette formation a mis l'accent sur la relation entre droit humain et développement et la nécessité de prendre en compte le droit humain dans la stratégie de réduction de la pauvreté
		Réunion préparatoire symposium de Ouagadougou sur « les voies de sortie du sous-développement africain »	FSEG/Université de Bamako	Salle de réunion FSEG	Compte rendu,	La réunion était animée principalement par le Pr Moustapha Kassé de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar en présence du doyen et des enseignants de la FSEG. Le symposium donnait l'opportunité aux enseignants de répondre à des appels à communication sur sept thèmes définis dans les TDR Site du symposium http://www.symposiumcedeo.org
	19/04/10	Rencontre sur l'analyse du bilan de la capitalisation de la composante C du Programme d'Appui aux Communautés Rurales (PACR).	PACR	dans la salle de réunion de la DNDS	compte rendu. Document de synthèse, présentations	Elle a été présidée par M. Koulou Fané, Conseiller Technique au MDSSPA.
	21/4/10	Atelier de restitution du rapport final de l'étude sur les dimensions structurelles de la libéralisation	Ministère de l'agriculture/IER	CICB	Compte rendu	Le rapport a permis d'analyser les déterminants de la pauvreté rurale au Mali

1	Date	Objet	Organisateur	Lieu	Source de vérification	Observations clés
		de l'agriculture et le développement rural				
	30/4/10	Réunion du Comité de pilotage du projet IPE, présentation rapport d'activité 2009	Ministère de l'environnement/ projet IPE-Mali	Hôtel Radisson Blu	Compte rendu	La réunion a porté sur la validation des rapports d'activités et financier 2009 et la proposition d'une nouvelle phase de prolongation du projet IPE-Mali
	26/4/10	Atelier de restitution de l'étude sur « mode de consommation et productions durables »	Ministère de l'environnement/ projet IPE-Mali	Hôtel Radisson Blu	Compte rendu	L'étude a permis d'analyser les facteurs de dégradation et de protection de l'environnement au Mali
		Réunion d'information et de sensibilisation sur le forum de la diaspora intellectuelle, scientifique et technique (DIASPO-ISTM), les 29, 30 et 31 juillet 2010	Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine	CICB	Compte rendu	La réunion a été présidée par le Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine, Dr Badra Aliou Macalou. Elle a retenu l'idée de la création d'un site web du forum et d'une exposition des œuvres scientifiques des maliens de l'extérieur
	14/05/10	Réunion d'examen technique du draft provisoire du Rapport sur la Situation Economique et Sociale du Mali en 2009 et les Perspectives pour 2010	DNPD	Salle de réunion DNPD	Compte rendu, Draft lu et corrigé	Les informations sur l'état de la pauvreté et le DHD ont été prises en compte dans le rapport. Les observations de l'ODHD/LCP/LCP ont été transmises à la DNPD pour prise en compte.
	23-24-25 juin 2010	Atelier sur le budget programme du département	MDSSPA	Salle de réunion du CAMASC	Compte rendu disponible	Initialement dans la composante IV, les activités de l'ODHD/LCP/LCP ont été inscrites dans la composante I ; l'IDH a été retenue comme indicateur de référence pour apprécier la pauvreté
	15/06/10	séance d'écoute de l'ODHD/LCP à la 2 ^{ème} session ordinaire de la 4 ^{ème} mandature du CESC	CESC	Salle d'audience du CESC	Compte rendu, document présentation	Elle a été présidée par Jamile Bittar, président du CESC. Les élus ont donné leur avis favorable quant à la possibilité de donner régulièrement à l'ODHD/LCP/LCP l'opportunité de présenter les conclusions et recommandations lors de ses différentes Sessions et la réalisation de missions conjointes auprès des populations maliennes
	16/06/10	Participation à la cérémonie d'ouverture de la réunion de reconstitution des ressources de l'IDA 16	Ministère de l'économie et des finances	Salle 1000 places CICB	Avis de réunion	L'ODHD/LCP y a pris part à travers son DG et ses chefs d'unité
	14 - 21/6/10	Formation sur l'évaluation des projets et programmes	GTZ/DNPD	Salle de conférence ODHD/LCP	Compte rendu	Cette formation, qui a porté sur l'évaluation des projets et programmes, est la suite d'une précédente qui a porté sur le suivi des projets et programmes

1	Date	Objet	Organisateur	Lieu	Source de vérification	Observations clés
	21/06 au 25/06	Atelier de finalisation des travaux d'archivage dans le cadre du programme statistique accéléré	INSTAT en collaboration avec Paris 21	Hôtel Nord Sud	Documents	Cet atelier nous a permis d'archiver les données des enquêtes : microfinance, de l'indice de pauvreté des communes et i166
	21, 22/6/10	Formation sur le modèle CBMT	Ministère de l'Economie et des Finances	Centre de Formation pour le Développement	Compte rendu	Elles ont permis de faire des exercices de simulations sur les effets des chocs exogènes sur l'économie malienne
	23, 24/6/10	Formation sur le modèle MME	Ministère de l'Economie et des Finances	Centre de Formation pour le Développement	Compte rendu	
	27 au 30/6/10	Formation sur le PTA et le rapport d'activités	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale/Projet CREN	Hôtel Esplanade à Ségou	Compte rendu	Cette formation est la suite d'une précédente qui s'est tenue en 2009 à Bamako. Elle a permis de se rendre compte de l'appropriation des outils de planification des activités ainsi que le canevas d'élaboration des rapports d'activités et des plans de travail annuel. De nouveaux outils ont été mis à la disposition des participants, mais ils restent au stade provisoire
3 ^{ème} trimestre	1er juillet	Validation du rapport de suivi-évaluation équité homme femme	MPFEF	Salle de reunion MPFEF	Rapport	Compte rendu
	14 juillet	Ouverture de l'atelier de formation des relais sur les violences domestiques faites aux femmes	COFEM	CICB	Rapport	Compte rendu
	07-08 août	Initiatives conjointes CODESRIA-OSIWA	FSEQ	Musée National	Lettre d'invitation	Compte rendu
	14/7/10	Atelier national de validation du rapport méthode de consommation et de production durable au Mali	Ministère environnement/projet Initiative Pauvreté Environnement (IPE)	Hôtel Radisson	Compte rendu	Cet atelier de validation était la suite de la restitution du rapport 26 avril
	21/07/10	Réunion CPM	DNPD	salle de réunion du Gouvernorat du District de Bamako	Compte rendu de la réunion	L'ODHD/LCP a été retenu comme membre permanent du CPM. Les projets de textes ont été validés
	29/07/10	Participation à la cérémonie d'ouverture du Forum Diaspora Intellectuelle, Scientifique et Technique du Mali (DIASPO-ISTM)	MMEIA	CICB	Compte rendu, documents forum	
	26 au 30/07/10	Elaboration du RASAMT 2009 : partie généralités et statistiques économiques	DOEF/ANPE	Salle de reunion DOEF	Note sur généralités et statistiques économiques	

1	Date	Objet	Organisateur	Lieu	Source de vérification	Observations clés
	16/9/10	Participation à l'atelier de validation de l'étude relative à l'élaboration de la base de données du système national de la gestion de l'information environnementale	Ministère environnement/projet Initiative Pauvreté Environnement (IPE)	Hôtel Radisson Blu	Compte rendu, documents	Le rapport a été validé sous réserve de prendre toutes les observations faite
	18/09/10	Conférence débat sur les orientations économiques du Mali de 1960 à 2010	DNPD/MEF	CICB	Compte rendu, document de la conférence	
4 ^{ème} trimestre	1/11/10	Réunion sur l'élaboration du document de stratégie pays axée sur les résultats, document BAD	DNPD/ MEF	Salle de réunion de la DNPD	Compte rendu	
	10/11/10	Participation à l'atelier de validation du rapport national sur l'état de l'environnement au Mali	Ministère environnement/Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)	CICB	Compte rendu	Cet atelier de validation à permit la prise en compte de certaines données produites par l'ODHD/LCP sur l'environnement et l'évolution de la pauvreté
	26/11/10	Participation à l'atelier d'identification des experts nationaux pour le verdissement du CSCRП prochain	Ministère de l'environnement/IPE	l'hôtel Radison Blu	Compte rendu de la réunion	L'exercice portait sur le choix des experts à former dans le cadre du verdissement du CSCRП
	29-30 nov.	Validation des études d'élaboration des P. Sect. Des CPS. Ad, Justice, F.P. S.Int.	PRECAGED	CICB	Lettre d'invitation	Compte rendu
	08-10 déc.	Validation annuaire statistique jeunesse et sport	CPS Ministère de la culture	CICB	Lettre d'invitation	Compte rendu
	8 au 9/12/10	Participation à la formation sur la prise en compte de l'environnement dans la CSCRП nouveau à	Ministère de l'environnement/IPE	l'Hôtel Radison Blu	Compte rendu, documents forum	Elle a permit une familiarisation avec certaines terminologies et une sensibilisation à la question environnementale
	22au 23/12/2010	Participation à la formation de la comptabilité environnementale	MEA/IPE	l'Hôtel Radisson Blu	Compte rendu, documents formation	L'atelier a permit de voir la nécessité de la prise de l'environnement dans la comptabilité nationale
	23 au 24/12/2010	Participation à la journée sur la Prospective	PRECAGED	l'Hôtel Radisson Blu	Rapport de l'atelier	Les 2 journées ont permis d'avoir une compréhension sur l'importance de la prospective. Il a été recommandé la révision de la prospective 2025
	29/12/10	Atelier de dissémination des travaux du CERCAP en 2010	CERCAP	Hôtel Radisson blu	Compte rendu de la réunion	Différentes présentations sont disponibles

Annexe 8 : Liste des personnes et institutions rencontrées

Prénoms et Nom	Fonction	Structure
Cheick Ahmed DIOP	Economiste – Résident	Banque Mondiale
Gustave NEBIE	Economiste	UNICEF
Claude Goulet	Directeur Général Adjoint	ACDI
Nouhoum Sankaré	Conseiller en économie	ACDI
Hamet CISSE	Expert Suivi/évaluation	PADEC
Aly CISSE	Expert chargé du Développement Social	BAD
Cheick Aliou SOUMARE	Directeur du Suivi-évaluation	PACR
Lassine SIDIBE	Chef Unité Planification et Analyse	CPS Education
Ladji COULIBALI	Chef Unité Documentation, Information	CPS/ Secteur Education
Mory Moussa KONATE	Directeur Exécutif	SECO-ONG
Luc Joël GREGOIRE	Economiste Principal	PNUD
Alassane BA	Economiste National	PNUD
Fodé BOUNDY	Directeur Général Adjoint	CPS/SDSPF
Mamadou DIOP	Chef Unité Statistique	CPS/SDSPF
Ibrahima TOURE	Directeur regional	DRPSIAP Koulikoro
Amadou DIAWARA	Planificateur	DRPSIAP Koulikoro
Modibo DOLO	Directeur National	DNPD
Koulou FANE	Conseiller Technique	MDSSPA
Mamadou FANE	Expert sous programme appui à la mise en œuvre du schéma directeur de la statistique	PRECAGED
Djakaridja KAMATE	Expert sous programme appui à la planification et à la gestion stratégique du développement	PRECAGED
Harouna KONE	Directeur Général Adjoint	INSTAT
Issa SIDIBE	Chef de Division Revenu et Consommation	INSTAT
Issa BOUARE	Chef de Division Enquêtes	INSTAT
Moussa MACALOU	Chef DRH/INSTAT	INSTAT
Arouna SANGARE	Chef CCCTI/INSTAT	INSTAT
Amadou ROUAMBA	Secrétaire Général	MDSSPA
Mahady Mamadou FOFANA	Chef de Département Statistiques Agricoles et Environnementales	
Diakaridia DEMBELE	Chef de Département Comptabilité Nationale Statistiques de Conjoncture, Etudes et Analyses Economiques	INSTAT
Karamoko DIARRA	Chef du Département des Applications de la Diffusion, de la Gestion de Bases de Données	INSTAT
Sékouba DIARRA	CT/CSLP	CT/CSLP

Annexe 9 : Personnel de l'ODHD/LCP

Prénom & Nom	Titre	N° Téléphone	Adresse –email
Zoumana FOFANA	Directeur Général	76 41 44 29 65 60 87 70	fofanazb2000@yahoo.fr zoumana.fofana@ODHD/LCP P -mali.org
Dramane Lassana TRAORE	Expert Economiste	66 67 96 07	dramaneltraore@yahoo.fr
Mme SIDIBE Mariam dite Tenin TRAORE	Agent Comptable	76 46 47 36 65 48 16 90	mariamtenin@yahoo.fr
Bouréma Fasséry BALLO	Expert Statisticien	76 43 36 73	bfballo@yahoo.fr
Mody SIMPARA	Statisticien	65 60 25 42	modysimpara@yahoo.fr
Mahamadou WAGUE	Chargé de la Documentation	76 46 38 66	tchafuswague@yahoo.fr
Soumaïla OULALE	Sociologue	66 69 52 18	S_oulale@yahoo.fr
Mme Maïga Mariam Aboubacar MAIGA	Sociologue	76 45 16 97	princessemarial@yahoo.fr
Idrissa A. TRAORE	Economiste	76 45 84 52	idrissaatraore@yahoo.fr
Ely DIARRA	Informaticien	74 67 50 01 64 67 50 01	Ely.diarra@gmail.com vieuxylsa@hotmail.com dielylsa@yahoo.fr
Abdoulaye dit Nèl CISSOKO	Chargé de Communication	65 99 50 95 65 14 54 64	abounoci@yahoo.fr
Adama Mody DIAKITE	Comptable Matière Adjoint	79 08 26 04	adamamody@yahoo.fr
Mme Niaré Hawa KAREMBE	Secrétaire	66 94 84 70 78 89 03 68	aflani33@yahoo.fr
Salifou DIARRA	Chauffeur	76 01 67 82	salifoudiarra60@yahoo.fr
Mamadou SOW	Chauffeur	76 38 00 18	

Annexe 10: Documents consultés

1. Document du projet d'appui à l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la lutte contre la Pauvreté signé le 21 juillet 2008
2. Plan d'actions du Cadre de Coopération (CPAP) 2008-2012, entre le Gouvernement du Mali et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
3. Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement UNDAF 2008 – 2012.
4. Rapport Général de l'Etude Nationale Prospective « Mali 2025 ».
5. Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté 2007-2011
6. Rapports d'Audit du Projet : Exercices budgétaires 2008, 2009 et 2010
7. Comptes rendus des sessions du Conseil d'Administration : 2008, 2009, 2010, 2011
8. Comptes rendus des sessions du Comité Scientifique : 2008, 2009, 2010, 2011
9. Programmes annuels de travail : 2008, 2009, 2010, 2011
10. Rapports d'activités trimestriels et annuels du projet
11. Microfinance et réduction de la pauvreté au Mali, RNDH, édition 2008
12. Transferts de revenus et Pauvreté, 2008
13. Etude sur la contribution du coton à la croissance économique, 2009
14. Crise alimentaire : enjeux et opportunités pour le développement du secteur agricole, RNDH, édition 2010
15. Deuxième rapport de mise en œuvre des OMD, octobre 2010
16. Analyse budgétaire des communes : capacités de mobilisation des ressources en vue du financement des initiatives locales, 2010
17. Profil de pauvreté des communes 2008, 2010
18. Analyse de la mise en œuvre des projets et programmes inscrits au Budget Spécial d'Investissement, 2010
19. Inégalités de Genre et Pauvreté au Mali, 2011
20. Trajectoire du Mali en matière de DHD après 50 ans d'indépendance, 2011
21. Rapport final du symposium International sur le partage des expériences en matière de DHD et de suivi des OMD en Afrique, 2011
22. Manuel de procédures : Mise en place de capacités durables de gestion, 2010

Annexe 11 : Termes de référence

**Ministère du Développement Social
De la Solidarité et des Personnes Âgées**

**REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi**

.....
**Observatoire du Développement Humain
Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté**

Evaluation du Projet d'appui à l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté au Mali, Phase 3 (2008-2011)

Les présents termes de référence portent sur l'évaluation de la troisième phase (2008-2011) du Projet d'appui à l'Observatoire du Développement Humain durable et de la Lutte Contre la Pauvreté (ODHD/LCP/LCP) au Mali. Ce projet, dont les activités sont mises en œuvre depuis au moins 3 ans, a été financé par le PNUD et le Gouvernement du Mali sous la tutelle du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées (MDSSPA). Ils présentent le contexte, les stratégies, l'objectif de développement, les objectifs de l'évaluation, la portée de l'évaluation, les conclusions et recommandations attendues ainsi que la durée et la méthodologie de l'évaluation.

I. CONTEXTE DE MISE EN PLACE DU PROJET ODHD/LCP PHASE 3

Le Gouvernement de la République du Mali a élaboré une stratégie nationale axée sur le développement humain durable (DHD) et s'est doté d'un cadre et des mécanismes institutionnels du DHD. En effet, le premier Observatoire du DHD et de la Lutte Contre la Pauvreté (ODHD/LCP) a été mis en place dans ce contexte en février 1997 avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement et la Banque Mondiale. Cette structure a fonctionné pendant 5 ans jusqu'en janvier 2002. Dans ce cadre, le Gouvernement a aussi élaboré la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (SNLP) qui a été présentée à la Table Ronde des bailleurs de fonds à Genève en septembre 1998. L'évaluation de cette première phase a noté des résultats clés à consolider : le Rapport National sur le DHD qui a acquis une crédibilité nationale et la SNLP qui a eu un assentiment général de la communauté des bailleurs de fonds du Mali est devenu un document de référence nationale. Toutefois, l'évaluation a aussi mis en relief la nécessité d'une réorientation nouvelle et d'un centrage sur des missions importantes relatives à la mise en œuvre du premier Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP I) finalisé en mai 2002. L'objectif de cette seconde phase (deuxième génération de l'Observatoire) était d'animer et de coordonner la promotion du DHD et de la lutte contre la pauvreté, d'assurer le suivi évaluation du CSLP I et de mener des études et recherches dans le domaine du DHD et de la lutte contre la pauvreté. L'évaluation de cette seconde phase 2003-2007 en novembre 2007 a abouti à deux conclusions fortes appréciables. La première est que les facteurs qui ont milité en faveur de la création d'un observatoire restent toujours d'actualité. La seconde est la dynamique retrouvée par l'équipe du projet dans les relations avec les partenaires. Elle a recommandé la prolongation de l'appui du PNUD pour une nouvelle phase 2008-2011.

II. STRATEGIE DU PROJET ODHD/LCP PHASE 3

Les activités du projet ont démarré en juin 2008. La stratégie d'intervention du projet consiste à une capitalisation de l'expérience acquise. L'Observatoire travaille en collaboration avec les structures techniques et fait appel à d'autres compétences techniques au besoin. Il développe en particulier des relations de partenariat avec les structures de production de données, les universités et les centres de recherche. Plus précisément, l'intervention porte sur les trois axes opérationnels et sur des thèmes d'action transversaux.

▪ Trois axes d'interventions opérationnelles :

- Appui au suivi-évaluation du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté et des Objectifs du Millénaire pour le Développement ;
- Promotion et suivi de l'approche DHD ;
- Etudes et Recherche sur la pauvreté et la problématique du DHD ;

▪ Les thèmes transversaux :

- Renforcement des capacités du personnel et des structures partenaires ;
- Relations de partenariats avec d'autres structures

III. OBJECTIFS DE L'EVALUATION

L'évaluation sera faite conformément aux procédures du PNUD dans le but d'atteindre les objectifs suivants :

- a) évaluer les réalisations du Projet ODHD/LCP phase 3 et les progrès accomplis jusqu'ici dans la poursuite de ses objectifs de développement. Autrement, il s'agit de déterminer le niveau de réalisation de chaque objectif depuis le démarrage du projet ;
- b) évaluer dans quelle mesure le projet a contribué à construire des capacités sur un mode durable au sein de l'ODHD/LCP. En d'autres termes, il s'agit de savoir si l'ODHD/LCP est à même de remplir aujourd'hui ses fonctions sans appui extérieur, et la nécessité d'un processus de renforcement des capacités ;
- c) formuler, le cas échéant, des propositions pour une quatrième phase d'appui à l'ODHD/LCP sur la période 2012-2016.

IV. RESULTATS DE L'EVALUATION

Trois résultats essentiels sont attendus de cette évaluation :

- les réalisations du Projet ODHD/LCP phase 3 et les progrès accomplis jusqu'ici dans la poursuite de ses objectifs de développement sont évalués ;
- la contribution du projet à la mise en place de capacités durables au sein de l'ODHD/LCP est évaluée ;
- les défis à relever sont identifiés et des propositions sont faites en vue d'une nouvelle phase d'appui sur la période 2012-2016.

V. PORTEE DE L'EVALUATION

a) Contenu et Gestion de l'évaluation

L'évaluation passera en revue la conception du projet, en particulier ses objectifs et ses résultats attendus. Elle passera en revue la qualité et la pertinence des intrants (en ressources matérielles et humaines), des activités et la capacité de réponse du projet aux différentes circonstances rencontrées. Plus précisément, elle examinera :

- 1) les efforts de l'équipe du Projet ODHD/LCP à établir des relations de travail avec les structures partenaires et les différentes composantes du projet ainsi qu'avec les partenaires au développement ;
- 2) l'efficacité de l'appui assuré par le PNUD, le Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées conformément aux différents accords ;
- 3) l'implication du gouvernement dans la prise en charge de l'ODH/LCP et le degré d'autonomisation de l'ODH/LCP par rapport à l'appui du PNUD ;
- 4) les coûts des activités du Projet ODHD/LCP, en mettant en relation les ressources dépensées (intrants) avec les résultats obtenus (outputs).

b) Stratégie de mise en œuvre du Projet ODHD/LCP et résultats

L'évaluation passera en revue la stratégie de mise en œuvre du projet et ses résultats, avec une attention particulière à :

- a) la contribution du Projet au suivi et à l'élaboration du Cadre stratégique de Lutte Contre la pauvreté (CSLP) ;
- b) la pertinence des modalités d'exécution du Projet ODHD/LCP et le rôle joué par les différents acteurs : Gouvernement, PNUD, DAES/NU ;
- c) la durabilité des résultats du projet et la capacité des structures partenaires à s'approprier ces résultats et sa contribution dans la gestion du développement, en particulier à la promotion du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'EVALUATION

L'évaluation devra présenter ses conclusions et faire des recommandations spécifiques concernant tous les sujets couverts ci-dessus. Spécifiquement, celles-ci devraient comprendre des recommandations :

- a) d'ordre général concernant la stratégie de mise en œuvre du projet;
- b) sur le renforcement des réalisations du projet ;
- c) sur l'orientation future de l'ODHD/LCP, y compris des suggestions sur la capitalisation des ses résultats et sa pérennisation.

VII. PROFIL DES CONSULTANTS

L'évaluation sera confiée à deux consultants (un consultant international et un consultant national). Ils seront tous spécialistes en développement. Ils doivent posséder une expertise confirmée dans les domaines de la pauvreté et dans l'évaluation des Observatoires chargés des questions de pauvreté et du DHD. Ils devront avoir une bonne connaissance du système des Nations Unies et des politiques et stratégies mises en œuvre au Mali au cours des cinq dernières années.

VIII. DUREE ET METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

Pour le consultant international, l'évaluation durera 20 jours ouvrables. Pour le consultant national, elle durera 30 jours. L'évaluation se déroulera et progressera de la façon suivante :

- a) une session d'information sera tenue avec le PNUD à Bamako ;

- b) les Consultants visiteront sur le terrain les structures partenaires du projet ainsi que les autorités du gouvernement (MDSSPA, Cellule Technique CSLP, INSTAT, PRECAGED, AFRISTAT, Université de Bamako, etc.) ;
- c) trois jours avant la fin de la mission, les Consultants soumettront au PNUD et au Directeur Général de l'ODHD/LCP un aide-mémoire contenant ses conclusions et recommandations. Cet aide-mémoire servira de produit intermédiaire qui sera passé en revue pour commentaires ;
- d) le rapport final sera transmis par le Consultant au PNUD, au Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées, avec une copie au Coordonnateur de l'ODHD/LCP.

Avant l'arrivée du consultant international, le consultant national consacrera 10 jours pour prendre contact avec l'ODHD/LCP et les structures partenaires, et donnera sa compréhension sur les TDR de l'évaluation. Il s'agira pour lui de préparer le terrain avant l'arrivée du consultant international. Un calendrier de travail pourra être fait par les deux consultants.

IX. IMPUTATION BUDGETAIRE DE L'EVALUATION

- Budget PNUD
- Budget d'Etat